

Dans les écoles valaisannes 1798-1815

par
Michel SALAMIN

Tous les observateurs de la vie valaisanne à l'époque napoléonienne relèvent la carence de l'instruction publique dont pâtit la population *. Au dire des commissaires helvétiques Franz-Samuel Wild et Louis de Loës, «les personnes les plus distinguées par leurs moyens savent à peine écrire» dans le Haut-Valais. Le niveau des connaissances intellectuelles y est tel «qu'il n'en faut pas parler». Point de sens critique, croyance absolue à toutes les rumeurs, bonne foi qui confine à l'imbécillité et à la bêtise. C'est que le peuple y est instruit par des instituteurs guère plus cultivés que leurs élèves. Et ceux-ci sont formés généralement par un clergé qui «n'enseigne que le dogme» et qui «n'est pas assez instruit lui-même»¹. Cette ignorance est telle que le préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz reconnaît officiellement que, parmi les agents nationaux du Haut-Valais, quelques-uns savent «à peine écrire leur nom» et que plusieurs «ne savent pas lire»².

* Pour la connaissance du cadre politique, voir notre étude *Le clergé et la vie religieuse dans le Valais napoléonien*, publiée dans *Annales valaisannes*, 1989, pp. 43-98.

¹ Michel SALAMIN, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, dans *Vallesia*, t. XII, Sion, 1957, pp. 1-280. Voir p. 77.

² *Ibidem*, p. 51.

Eschassériaux constate sommairement, et avec imprécision, dans sa *Lettre sur le Valais*: «Deux petits collèges où la jeunesse apprend le latin et l'allemand, sont les seuls foyers d'instruction dans le Valais; aucun art utile, aucune science économique, aucun art d'agrément n'y sont enseignés; aucun corps littéraire ne l'éclaire»³. Entaché de sectarisme, Derville-Malécharde crie haro sur le clergé: «Il retient aujourd'hui le peuple dans une ignorance sauvage; et ne craignant pas de contrarier les vues d'un gouvernement qui ne repousse pas tout à fait les lumières, il discrédite l'étude des sciences physiques et n'encourage que celles de la théologie et du droit, parce qu'il voudrait concentrer dans l'ordre ecclésiastique le peu de connaissances qu'il laisse pénétrer en Valais»⁴.

Peu au courant de la mentalité valaisanne, ni Eschassériaux, ni Derville-Malécharde ne peuvent expliquer la précarité de l'enseignement public. Le préfet Charles-Emmanuel de Rivaz y va par touches plus retenues: «Un peuple comme celui du Haut-Valais, celui qui habite dans les montagnes latérales de notre vallée, loin de tout enseignement, de toute instruction, est naturellement plongé dans la plus profonde ignorance. L'ignorance est mère de la superstition, et celle-ci l'est du fanatisme. C'est malheureusement la peinture trop vraie de la disposition de ce peuple d'ailleurs bon et honnête. Tout ce qui peut le sortir de cette ignorance et l'élever à des idées plus pures, plus dignes du véritable esprit de la Religion ne doit lui être présenté qu'avec les plus grandes précautions si on ne veut pas l'exaspérer et le rendre par la méfiance inaccessible à toute instruction»⁵.

A considérer la situation scolaire du Valais avec impartialité et avec attention, on y constate l'existence d'un enseignement primaire généralisé quoique facultatif et rudimentaire. Il se poursuit, pour un petit nombre de jeunes gens, dans trois collèges de formation classique. Pour quelques privilégiés, il s'achève à l'Ecole de droit ou dans les Universités étrangères. Le manque de ressources financières de l'Etat et des communes, la pauvreté de la majeure partie des familles expliquent la carence qui règne dans «l'art de lire, d'écrire et de chiffrer».

L'enseignement primaire

Dès le début du régime helvétique, Philippe-Albert Stapfer dirige le ministère des Sciences et des Arts. C'est un homme cultivé et toujours soucieux d'élever le niveau intellectuel de ses compatriotes. La sympathie qu'il professe pour les idées de la Révolution française le pousse à combattre le fédéralisme qu'il rend responsable du délabrement scolaire dans de nombreuses régions de la Suisse. Il rêve de

³ Joseph ESCHASSÉRIAUX, *Lettre sur le Valais, sur les mœurs de ses habitants...*, Paris, 1806, 136 p., Reprint, Genève, 1980. Voir p. 29.

⁴ Claude-Joseph-Parfait DERVILLE-MALÉCHARD, *La réunion du Valais à la France. Extraits de pièces officielles*, Lyon, 1816, 59 + VIII + 51 p. Voir pp. 10-11.

⁵ Louis BOUCARD, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII^e siècle et son histoire de 1798 à 1830*, Saint-Maurice, 1938, 394 p. (Cité Louis BOUCARD). Voir p. 167.

faire de tous les petits Suisses des citoyens ouverts au savoir et respectueux des idées d'autrui. Mais, dans les assemblées législatives de l'Helvétique où «des hommes sans culture et sans éducation remplissent au moins les deux tiers de ces conseils», qui donc n'est point porté à voir un adversaire dans chaque personne qui se singularise et qui ne fait pas preuve d'esprit grégaire?

C'est ainsi que Stapfer s'attire deux oppositions: celle des jacobins, adversaires déclarés du clergé et de leurs partisans, et celle des gens qui prônent l'intervention du pouvoir dans les domaines de la religion et de l'enseignement. Stapfer poursuit néanmoins ses efforts pour doter son pays d'une organisation scolaire qui aurait pu être efficace si elle n'avait pas été combattue sans discernement.

La base de son système scolaire repose sur le Conseil d'éducation institué par l'arrêté du 24 juillet 1798. Ce Conseil comprend, dans chaque chef-lieu de canton, deux professeurs ou instructeurs désignés par le ministre de l'Instruction publique et cinq citoyens choisis par la même autorité sur une liste de dix hommes «distingués par leurs lumières et leurs vertus, pères de famille, pris dans toutes les professions, surtout des hommes ayant des connaissances commerciales et rurales, théoriques et pratiques». La Chambre administrative leur associe «l'ecclésiastique le plus propre à surveiller et à perfectionner l'instruction morale et religieuse». Ce Conseil d'éducation nomme, dans chaque district, un commissaire d'instruction publique qui peut être un ecclésiastique.

Le 12 septembre 1798, la Chambre administrative transmet au préfet national Charles-Emmanuel de Rivaz les noms des dix personnes dont le Directoire exécutif ne retient que l'ancien juge Joseph de Lavallaz et le colonel Philippe de Torrenté. Les administrateurs proposent en outre l'abbé François-Xavier Gottsponer dans des termes chaleureux:

«Le zèle et les talents qu'il déploie depuis longtemps pour l'instruction de sa paroisse et surtout cet esprit de sagesse qui a su dans ces circonstances critiques sentir l'accord des devoirs du catholique et de ceux du citoyen, et le courage éclairé avec lequel il instruit le peuple à ne demeurer pas moins soumis au gouvernement que fidèle à la religion, le rendent véritablement précieux pour surveiller et perfectionner suivant l'intention du Directoire l'éducation morale et religieuse»⁶.

Quant à Charles-Emmanuel de Rivaz, il appuie l'abbé Jean-Baptiste Amstaad en qualité de représentant du corps professoral car il l'estime «homme très instruit, de très bonnes mœurs, exempt de préjugés et religieux sans fanatisme».

Ce n'est que le 14 décembre 1800, après plus d'une année et demie de lenteurs administratives, que le préfet national propose au Directoire exécutif les membres du futur Conseil d'éducation. Aux quatre

⁶ *Ibidem*, p. 177.

personnes déjà retenues dans sa lettre de l'automne 1798, il ajoute Pierre-Joseph de Riedmatten, président du tribunal du canton, l'ancien grand banneret Emmanuel Barberini, le vicaire général et préfet du collège de Sion Alphonse Pignat, et le doyen de la cathédrale Etienne Oggier. Dans sa séance du 6 janvier 1801, le Conseil exécutif ratifie le choix du préfet de Rivaz. Mais le Conseil d'éducation n'est pas encore en activité puisque la constitution du 24 août 1801 confie l'enseignement public à l'un des trois membres du Petit Conseil. Une fois de plus, les circonstances politiques reportent à une autre époque la mise en application des nouveautés constitutionnelles en matière scolaire. Les Valaisans se satisfont pourtant de leur mode traditionnel de vie. Preuve en est la lettre que le préfet de Rivaz adresse au ministre de l'Intérieur, le 21 décembre 1801:

«Veuillez au surplus être persuadé, Citoyen Conseiller d'Etat, que quoique ce corps n'ait pas été organisé, l'éducation publique n'en a pas moins été soignée dans ce canton autant que la chose a été possible. La Chambre administrative et moi avons été secondés ici par le zèle des chanoines de la cathédrale qui ont fourni gratuitement six professeurs pour le collège de Sion et par les chanoines réguliers de l'abbaye de Saint-Maurice qui ont soutenu celui de leur ville. Les pères piaristes de Brigue ont également surmonté bien des obstacles pour rétablir l'instruction publique dans leur collège et les écoles des campagnes ont été aussi continuées malgré les calamités dont ce canton a été accablé. Lorsqu'il aura le bonheur de jouir d'un peu de tranquillité, je ne doute point du concours de toutes les bonnes volontés pour perfectionner les établissements qui existent et les étendre où il sera besoin sous l'influence protectrice du gouvernement»⁷.

Durant l'époque de la République indépendante, de 1802 à 1810, les préoccupations gouvernementales ne se portent guère sur l'instruction primaire. Il faut attendre la diète de mai 1808 pour entendre le grand bailli Léopold de Sépibus affirmer que les autorités se préoccupent de «l'art d'écrire, de calculer et de tenir des comptes». On y apprend alors à quel point la diffusion du savoir est rare dans le pays valaisan:

«On s'étonnera peut-être au premier moment de l'importance que nous mettons à un art aussi simple; mais c'est précisément parce qu'il est simple et qu'il est excessivement négligé que nous vous proposons d'en relever l'importance et d'en encourager l'étude. On convient assez généralement parmi nous de l'utilité de savoir écrire et compter. Cela entre dans l'éducation non seulement des lettrés, mais même il y a un assez grand nombre de communes qui ont des régents pour l'enseigner à leurs enfants. Cependant, dans la réalité, combien compte-t-on dans ce pays de personnes qui aient ce qu'on peut appeler une belle main?

⁷ *Ibidem*, p. 193.

Nous en excepterons l'écriture allemande dans laquelle nous avons encore des professeurs étrangers qui excellent et qui ont formé de très bons élèves, mais dans l'écriture française nous ne connaissons qu'un très petit nombre d'écritures au-dessus du commun.

» Les premiers éléments du calcul s'enseignent aussi, cependant à peine s'en aperçoit-on. Que chacun cherche autour de soi combien on peut compter de personnes (nous osons dire même parmi les gens étudiés) qui possèdent le talent si simple de savoir faire des comptes de famille»⁸.

En dépit de l'approbation des députés, les améliorations dans le domaine de l'instruction publique demeurent rares. Quand le Valais devient département du Simplon, en 1810, il doit se conformer aux dispositions du décret impérial du 17 mars 1808, dont voici deux articles:

«Art. 107. – Il sera pris par l'Université des mesures pour que l'art d'enseigner à lire, à écrire et les premières notions de calcul dans les écoles primaires, ne soit exercé désormais que par des maîtres assez éclairés pour communiquer facilement et sûrement ces premières connaissances à tous les hommes.

» Art. 108. – A cet effet, il sera établi auprès de chaque Académie, et dans l'intérieur des collèges ou des lycées, une ou plusieurs classes normales, destinées à former des maîtres pour les écoles primaires. On y exposera les méthodes les plus propres à perfectionner l'art de montrer à lire, à écrire et à chiffrer»⁹.

Le grand maître de l'Université, Louis de Fontanes, s'efforce de rallier les évêques de l'Empire à ses préoccupations. De là, la circulaire qu'il leur adresse le 30 janvier 1809:

«Les maîtres d'école, soit des villes, soit des campagnes, doivent avoir, aux yeux de tout homme éclairé, une importance qu'ils ne soupçonnent pas eux-mêmes. Destinés à répandre les premiers principes de la religion et les éléments des connaissances humaines, ils exercent une influence inévitable sur les mœurs de la classe laborieuse et indigente. C'est donc par eux qu'il est naturel de commencer la réforme que l'Université doit opérer dans toutes les parties de l'enseignement, afin de remplir les intentions du législateur.

» Je n'ignore pas quelles passions ou quelle indifférence ont présidé la plupart du temps au choix des maîtres d'école. Je sais qu'il en est parmi eux qu'une ignorance grossière devrait éloigner de l'enseignement, ou que des habitudes vicieuses rendent indignes de cette profession»¹⁰.

Puis, se montrant conciliant avec le clergé, Fontanes ajoute:

«J'ai pensé, Monseigneur, que vous ne refuseriez pas de vous associer à une œuvre digne de tout votre intérêt. Les instituteurs primaires plus éclairés et mieux choisis ne peuvent être indifférents aux

⁸ *Ibidem*, p. 211.

⁹ *Ibidem*, pp. 215-216.

¹⁰ *Ibidem*, p. 219.

destinées de l'Eglise; ils disposeront l'enfance à l'instruction plus solide qu'elle doit recevoir des ministres de l'autel; ils seconderont leurs efforts pour rendre aux campagnes la connaissance de Dieu et l'amour des vertus qui assurent le repos des familles. C'est surtout dans la classe indigente qu'ils prépareront l'espérance d'une génération meilleure. Je ne crois pas avoir besoin d'exciter votre zèle pour la portion la plus nombreuse de votre troupeau»¹¹.

Le préfet impérial du département du Simplon reçoit donc l'ordre de satisfaire aux vues de Napoléon. En un premier temps, il décrit la situation de l'enseignement primaire dans le territoire de sa juridiction:

«Il existe dans un certain nombre de communes du Simplon des maîtres d'école soit laïcs, soit ecclésiastiques, recevant un salaire pour apprendre à lire et à écrire aux enfants; mais la civilisation est si reculée, l'ignorance si profonde, surtout dans la partie allemande, et les habitations si éparses que peu d'enfants reçoivent les premiers éléments de l'instruction et qu'il est des villages où le curé et le maire sont les seuls individus sachant lire et écrire»¹².

Le recteur de l'Académie de Lyon, dont dépend le département du Simplon, entreprend une enquête sur l'enseignement primaire. Dans le rapport qui lui fait suite, il préconise la création d'une école régionale dans chacun des chefs-lieux¹³:

«Comme il est important de répandre du moins quelques connaissances de notre langue dans tous les endroits un peu considérables du Valais, je voudrais que dans tous les chefs-lieux de canton il y eût un maître d'école chargé d'enseigner à lire le français et qui fit apprendre les éléments de la grammaire.

» Je remarquerai que le Valais, autrefois divisé en dizains, l'est aujourd'hui en cantons qui correspondent presque exactement aux dizains, et les chefs-lieux des dizains étaient le centre des intérêts commerciaux et politiques du Valais.

» Parmi les écoles primaires qui existent, il y en a bien peu qui ne soient soutenues et aidées par les communes. C'est le curé qui dans beaucoup de communes donne quelque instruction aux enfants de ses paroissiens; ailleurs, les écoles sont tenues par des particuliers assez ignorants eux-mêmes. C'est une raison pour que l'Université s'occupe spécialement d'une instruction aussi essentielle au peuple.»

Puis il conclut, après avoir relevé la modicité des salaires à verser aux instituteurs:

«Trouvera-t-on des hommes qui avec un traitement si modique veulent et puissent se charger d'enseigner la grammaire?

» Je le crois. Le nombre des maîtres nécessaires n'est pas si grand. Il n'y aura pas de difficulté pour l'arrondissement de Saint-Maurice, puisque tout le monde y parle français; dans les deux autres arrondisse-

¹¹ *Ibidem*, p. 220.

¹² *Ibidem*, p. 221.

¹³ *Ibidem*, pp. 225-226.

ments, il suffit d'avoir deux professeurs pour les deux collèges; il n'y a que six cantons en retranchant celui de Moerel: il ne faudra donc que six maîtres d'école qui sachent passablement le français afin d'enseigner du moins les éléments. D'ailleurs, on n'est pas obligé d'établir tous les maîtres à la fois; il suffit de créer l'emploi et lorsqu'il se présentera des sujets propres à les remplir, on les placera.

» Enfin, pour accoutumer les plus petites communes à lire du français et les préparer à en apprendre la langue, ne pourrait-on ordonner à tout maître d'école du Haut-Valais d'enseigner à lire et à écrire, non seulement en allemand, mais aussi en français? Quelle que soit l'ignorance du maître, ne peut-il apprendre à lire le français, comme on enseigne souvent à lire le latin sans le faire comprendre, ni le comprendre soi-même; et si le maître d'école est obligé pour cela de faire quelque étude, ce n'est pas là un grand inconvénient. Je livre à l'examen de Votre Excellence une idée peut-être hasardée, mais que je n'ai pas cru devoir taire au cas qu'elle pût paraître utile et praticable.

» Je résume succinctement toutes les propositions que je viens de développer:

» Il y aura dans chaque chef-lieu de canton un maître d'école chargé d'enseigner la grammaire française.

» Tout maître d'école, dans quelque commune que ce soit, sera tenu d'apprendre à lire le français.»

Pourtant, en dépit des promesses contenues dans le *Mémorial administratif* du 3 juin 1812, qui annonce que «le Département ne tardera pas à être l'objet de nouveaux et bien précieux témoignages de la bienveillance de Sa Majesté» et qu'«il verra sous peu l'instruction publique entièrement organisée», rien ne se réalise pour la population valaisanne.

Il faut néanmoins reconnaître que l'instruction primaire n'est pas totalement inexistante dans le Valais napoléonien. Elle résulte d'une multitude de démarches que les particuliers ont entreprises au cours des siècles précédents pour dispenser un enseignement élémentaire aux enfants des villages. L'école commune ou paroissiale se trouve dans les localités où existe une église. Lorsque la paroisse compte plusieurs agglomérations, il n'est pas rare que certaines d'entre elles possèdent leur propre école, dite école de section¹⁴. On rencontre en outre des écoles de consorts qui n'accueillent que les enfants des confrères. Il est rare qu'elles se tiennent dans des bâtiments construits pour cet usage. Dans la plupart des cas, l'instituteur reçoit ses élèves dans sa propre demeure. Le plus souvent, c'est une pièce encombrée dans laquelle une marmaille tente de trouver une place convenable pour l'étude. Seules les localités importantes disposent de véritables salles de classe dont l'équipement demeure des plus sommaires.

¹⁴ Tel est le cas de l'école de Grimentz fondée le 19 février 1775. Voir Erasme ZUFFEREY, *Le passé du Val d'Anniviers. L'époque moderne 1482-1798*, coll. *Le passé retrouvé*, t. II, Sierre, 1973, 285 p. Voir pp. 220-222.

Un document inédit, intitulé «Etat des régents du canton du Valais ainsi que des professeurs» fournit des précisions sur l'instruction publique dans quelques communes en 1798¹⁵. Pourquoi ne point s'attarder à ce qui se passe dans l'une ou l'autre localité? A Vérossaz, un instituteur apprend à lire et à écrire à 96 écoliers. A Dorénaz, Jean-Pierre Paccolat, «homme ayant femme et enfants», s'occupe de dix enfants auxquels «il enseigne à lire, écrire, chiffrer, chanter et la doctrine chrétienne». A Evionnaz, l'instituteur instruit cinq enfants «dans la doctrine chrétienne et dans la grammaire française». A Hérémence, 75 garçons et filles se répartissent dans les trois principaux villages de la commune pour y étudier le catéchisme. A Mase, un régent, tantôt le curé et tantôt un autre particulier, «enseigne la doctrine chrétienne de même qu'à lire et écrire». A Nax, un régent, «le plus capable de la paroisse», enseigne «à lire, écrire et le catéchisme du diocèse» à quarante enfants. A Saint-Martin, un instituteur forme une vingtaine d'enfants «dans la doctrine chrétienne et quelque peu à lire».

A Arbaz, l'ecclésiastique Alexis Berthod «enseigne à lire, écrire et l'orthographe, item l'allemand et latin et la doctrine chrétienne». A Evolène, aux Haudères, à Basse-Nendaz, à Haute-Nendaz, à Brignon, à Veysonnaz, à Conthey, à Grimisuat, à Sarreyer, à Verbier, comme dans tant d'autres localités, l'instituteur reçoit les enfants dans sa propre maison. A Nax, l'école se tient tantôt dans un bâtiment, tantôt dans un autre qu'on cède gratuitement à l'enseignant. A Evionnaz, «la commune loue une chambre payée par les écoliers eux-mêmes».

Les desservants des paroisses assument souvent la charge d'instituteur. Il en est ainsi dans la plupart des communes du Haut-Valais, dans celles de Bramois, de Grimisuat, de Savièse et de Miège dans le Valais central, dans celle de Collonges dans le Bas-Valais. Dans la commune de Loèche-les-Bains, la tradition veut que le curé tienne l'école aux enfants depuis la Sainte-Catherine jusqu'à la Semaine Sainte, de huit à neuf heures et de midi à un heure, sauf les dimanches, les jours de fête, ainsi que les jeudis, les jours de maladie, d'absence ou d'occupation spéciale.

Les titulaires de rectorats ne sont pas astreints à des occupations pastorales, sauf à célébrer la messe à leur autel à des jours déterminés et à réciter les heures canoniales. Par contrat, ils exercent souvent les fonctions d'instituteur. Le recteur de Lens s'engage à former les enfants pendant les trois mois d'hiver. Le reste de l'année, les élèves peuvent profiter de ses leçons à la condition que leurs parents payent mensuellement au recteur une journée d'homme ou de cheval. Le recteur d'Herbruggen s'oblige à enseigner tous les jours, sauf le samedi, de neuf à onze heures et de une à trois heures, pendant les mois de novembre à avril.

Le mode de désignation des instituteurs varie selon les communes. A Ayent, «le premier du lieu qui a le goût d'en faire les fonctions» devient l'enseignant du village. Ce mode de faire est exceptionnel. Dans

¹⁵ Archives cantonales du Valais, à Sion, (cité AV), Rz, cart. 74, fasc. 8, fol. 49-53.

la plupart des cas, l'instituteur est élu par les citoyens, Dans plusieurs localités du Valais romand, seuls les parents des élèves participent à l'élection. Dans d'autres, la responsabilité du choix est déferée au conseil communal ou aux procureurs des consortages. Ce n'est que par exception qu'une commune recherche un instituteur par le biais du *Bulletin officiel*, dont voici l'annonce publiée les 13 et 20 novembre 1803:

«La commune de Collombey, dizain de Monthey, fait connaître son désir d'avoir un régent pour l'instruction de la jeunesse. Les aspirants doivent être munis de certificats de bonnes conduite et mœurs, et subir un examen sur leur capacité pour enseigner le catéchisme, la lecture, l'écriture et l'arithmétique, pendant six mois, à commencer du premier décembre prochain. Le revenu fixe de cette régence est de 80 francs et peut être plus considérable en réunissant les enfants des deux villages. S'adresser au révérend curé de la commune.»

Quand il n'appartient pas au monde des ecclésiastiques, l'instituteur ne possède que des connaissances rudimentaires et n'exerce sa profession qu'à titre occasionnel. Les recensements et les documents officiels les désignent souvent comme «tailleur» ou «laboureur». L'instituteur de Pradefort avoue avoir été d'abord charpentier, puis menuisier et tourneur. Celui de Champsec se dit charbonnier de profession. Celui de Versegères explique en ces termes son *curriculum vitae*, en 1799:

«Avant que d'être ici, j'ai servis deux an de domestique au R^{me} Abbé Schiner de la Royale Abbay de St-Maurice; et de là j'ai servis un an de domestique au couvent du Grand-St-Bernard, à déferentes occupations soit de cuisinier ou de bufetier ou de poustillon et autres; en sortant du Grand-St-Bernard j'ai servis de domestique au citoyen Eugène Gros, Chanoine du Grand-St-Bernard, colecteur du pays de Veau l'espace de 10 mois»¹⁶.

Ce n'est pas là l'orthographe la plus fantaisiste d'un instituteur de cette époque. Celui de Pradefort écrit: «Après la classe fénie je travaillais de mon métier et mon pétit avoir du bien de la terre que j'ai dans le même hameau»¹⁷. Celui de Commeire semble encore moins compétent en grammaire française: «On travailles queque petetes choses entre les deux classes, mais pas gran choses»¹⁸.

Il est souvent d'une impérieuse nécessité pour l'instituteur de compléter son salaire par un revenu accessoire. Habituellement, le régent touche les intérêts du capital de dotation de l'école. Comme ceux-ci sont peu élevés, on met à contribution les familles qui fournissent un supplément soit en numéraire, soit en nature. Le tarif varie de deux à cinq batz par enfant et par année ou «campagne»

¹⁶ Cité dans Louis BOUCARD, pp. 74-75.

¹⁷ *Ibidem*, p. 75.

¹⁸ *Ibidem*, p. 75.

scolaire. Les suppléments en nature consistent généralement en bois qui sert à «échauffer la salle de classe». Dans certaines communes, la tradition veut que l'on apporte à l'enseignant un pain et une motte maigre par enfant. Ailleurs, les parents fournissent quelques «quar-tanes» de seigle ou d'orge. Quand les familles sont particulièrement pauvres, elles compensent en journées de travail leur contribution en argent ou en nature. Quoi qu'il en soit, l'instituteur vit plutôt chichement. L'enquête de 1799 organisée par Philippe-Albert Stapfer ne relève que de rares plaintes relatives au salaire. Il est vrai que le reste de la population ne dispose pas de beaucoup plus d'argent que les instituteurs.

La plus grande partie du temps passé dans les classes est consacrée à l'étude du catéchisme et de l'instruction chrétienne. Seuls les élèves qui ont «l'esprit d'apprendre» reçoivent des connaissances en écriture, en grammaire et en arithmétique. Les manuels dont ils disposent sont d'une étonnante diversité¹⁹. Dans les écoles de Sion, les enfants se servent de l'«Alphabet pour l'instruction de la jeunesse, contenant des remarques sur la prononciation, pour apprendre à bien lire, et l'exercice du chrétien pendant la journée». C'est un volume de très petit format, de trente-deux pages. Il comprend quatre pages de lettres de formes et de grandeurs différentes, une page de syllabes à deux lettres, une à trois lettres, une de mots à deux syllabes, une à trois, une à quatre, une demi-page à cinq et une demi-page à six syllabes. La suite de l'ouvrage contient «L'exercice du chrétien pendant la journée». C'est une succession de prières destinées aux différentes activités de l'enfant selon les heures du jour. Un supplément: «La manière de répondre à la messe», complète le livre. Dans les autres écoles du pays, on utilise, pour l'apprentissage de la langue française, la «Feuille populaire», le «Catéchisme diocésain», le «Chemin de Croix», le «Chemin du ciel», l'«Imitation de Jésus-Christ», des «Petits Paroissiens», des «Almanachs». Chaque élève apporte en classe le rare imprimé qu'il trouve à la maison. L'essentiel, c'est qu'il satisfasse à la réflexion adressée par l'instituteur de Pradefort au ministre Stapfer: «Dans une école il y en a de toutes sortes de bons livres pour nous enseigner la foi catholique, apostolique et romaine».

La durée annuelle de la scolarité varie sensiblement selon les communes. Elle est de deux à cinq mois, sauf dans quelques communes qui lui accordent plus de temps. Le début des classes a lieu généralement entre la Toussaint et la Sainte-Catherine, qui se célèbre le 25 novembre. La fin de l'année scolaire coïncide ordinairement avec Pâques. Le reste du temps, on se préoccupe peu de l'instruction des enfants.

On constate des différences aussi importantes dans la durée journalière des classes selon les localités. Elle est de trois heures dans près du 15 % des communes; de quatre à cinq heures dans le 40 % et de plus de cinq heures dans les autres écoles.

¹⁹ *Ibidem*, pp. 109-110.

La passion du savoir n'est pas le fort des élèves. Les meilleurs d'entre eux ne résistent pas non plus à celle du jeu. Témoin, Antoine Kaempfen:

«J'avais, dans mon premier âge, une passion irrésistible pour le jeu de quilles et, comme j'y perdais toujours, tout mon esprit était tendu de voler à mon père et à ma mère quelques baches pour pouvoir acheter des épingles ou des boutons, car c'était presque toujours par des objets de cette nature que se faisait la mise en jeu, et lorsque je ne trouvais pas d'autre moyen de m'en procurer je coupais les boutons aux habits de mon père.

» Les châtiments les plus sévères ne purent me corriger de cette passion pour le jeu de quilles. Combien de fois mon père ne vint-il pas me chercher sur une petite place reculée où se réunissaient toujours les joueurs, et me ramena à la maison par les oreilles qu'il tira à faire ruisseler le sang, pour me fustiger immédiatement après inhumainement avec des verges, ce qui ne m'empêcha pas d'y retourner le lendemain et quelquefois même dans la nuit, lorsqu'il faisait clair de lune»²⁰.

Les travaux domestiques, beaucoup plus que les jeux, détournent les enfants de leurs activités scolaires. Les temps sont tellement difficiles et les obligations campagnardes sont si nombreuses que la collaboration de toute la maisonnée représente une nécessité dans la plupart des ménages.

Dans quelques localités, telles Sion et Martigny, des religieuses instruisent les filles selon «l'enseignement public et les principes d'une éducation vertueuse»²¹. Pour la majorité de la population, il n'est pas indispensable qu'une fille étudie et sache tant de choses... L'acquisition du savoir est l'affaire des garçons.

Qu'un enfant appartienne à l'une des familles des «Messieurs», et il n'a pas à se commettre avec les galopins de sa localité. On le confie aux soins d'un précepteur. Quand les parents vivent dans une modeste aisance et qu'ils bénéficient d'une instruction moyenne, ils tiennent à placer leur fils dans les collèges du pays. La vie y est parfois pénible.

«Mon père, raconte Antoine Kaempfen, fut mon premier instituteur, et la crainte qu'il m'inspira par les soufflets répétés qu'il m'appliqua lorsque je lisais mal, a sans doute beaucoup contribué à cet hébètement apparent qu'on crut remarquer chez moi; il en fut de même un peu plus tard lorsqu'on m'envoya à l'école chez mon oncle, le père Maurice, qui renchérit sur mon père en ajoutant aux soufflets dont il me gratifia journellement et en abondance, des coups de bâton d'osier sur les mains»²².

²⁰ Antoine KAEMPFFEN, *Deux cahiers des «Souvenirs» du D' Antoine Kaempfen (1784-1856)*, publiés par Georges FOEX, (cité Antoine KAEMPFFEN), dans *Vallesia*, t. XVII, Sion, 1962, pp. 1-120. Voir p. 26.

²¹ Paris, Archives du ministère des Affaires étrangères, *Valais*, t. XIII, p. 14, Derville-Maléhard à l'évêque de Sion, du 7 novembre 1806.

²² Antoine KAEMPFFEN, pp. 25-26.

La vie dans les collèges

Trois collèges dispensent un enseignement primaire et secondaire: ceux de Saint-Maurice, de Sion et de Brigue. Les circonstances politiques défavorisent leurs activités. Les insurrections de 1798 et de 1799 introduisent dans le Valais une soldatesque étrangère nombreuse qui, pour ses logements, réquisitionne les locaux destinés aux classes. Le passage continu des troupes françaises pendant les années suivantes, l'occupation du pays par le général Turreau et l'instabilité qui en résulte ne permettent guère aux autorités de se soucier de l'éducation de la jeunesse. Durant l'époque de l'indépendance valaisanne, la pauvreté de l'Etat et surtout l'esprit routinier, voire borné de la population, mettent à l'arrière-plan les préoccupations intellectuelles. Au temps du département du Simplon, le gouvernement impérial n'a guère le loisir d'appliquer une politique scolaire dans le Valais.

Si déplorable que soit la situation, les autorités ont l'obligation d'instruire la jeunesse. Elles doivent donc à cet égard aménager des locaux, salarier des professeurs, adopter des règlements, contrôler l'organisation des classes, soutenir les activités parascolaires des élèves quand elles sont culturelles.

Des locaux et des professeurs

A peine le Valais a-t-il recouvré son indépendance au mois de septembre 1802, que le Conseil d'Etat se soucie de rétablir l'enseignement dans les collèges.

Sur la proposition du Département de l'intérieur, le Conseil d'Etat propose à l'abbé Joseph-Gaspard Exquis «la continuation des classes dans le collège de Saint-Maurice» et sollicite son avis «tant sur les moyens de salarier les professeurs qui y seront employés que sur les mesures que son zèle leur inspirerait pour y perfectionner et améliorer l'instruction»²³. La réponse ne tarde pas. Elle développe d'abord les innombrables difficultés qui assaillent l'abbaye en ces temps de misères: l'occupation militaire par les troupes de casernement et de passage, une perte sensible des revenus depuis la publication du décret vaudois du 22 septembre 1802 sur le rachat des dîmes et des cens, une pauvreté accrue du fait des réquisitions exigées par la soldatesque française. Néanmoins, l'abbaye veut bien collaborer à l'instruction publique.

«Mais, poursuit l'abbé Exquis, pour y parvenir avec moins de difficulté, je prends la liberté de vous observer, Monsieur, qu'il faut absolument que la maison où se tiendrait le collège soit exempte de logements de troupes; autrement, ce serait perdre son temps et ses

²³ AV, M 50, n° 29, du 29 septembre 1802. Cité, pp. 37-38, dans Pierre BOURBAN, *L'enseignement à Saint-Maurice du V^e au XIX^e siècle*, dans *Mélanges d'histoire et d'archéologie*, Fribourg, 1896, 127 p. (Cité Pierre BOURBAN).

peines et il vaudrait mieux ne pas l'entreprendre. Outre cela, il faudra des moyens pour entretenir et payer des professeurs que je serais obligé de me procurer hors de la maison, surtout les premières années, n'étant pas assez nombreux pour remplir cette tâche, jusqu'à ce que nous ayons pu recevoir des novices qui, quoique bons sujets d'ailleurs, ne pourraient vaquer à cette fonction avant d'avoir fait leur théologie et avant d'avoir été ordonnés prêtres, ce qui porterait encore quelques années, et les logements et appartements des régents et des écoles demandent encore des réparations absolument nécessaires»²⁴.

Si le Conseil d'Etat entre prudemment dans les vues de l'abbé Exquis, il n'en va pas de même des autorités communales de Saint-Maurice. Elles craignent une mainmise de l'abbaye sur la paroisse; elles brocardent le tribunal des mœurs; elles dénigrent le collège; elles adoptent des mesures vexatoires à l'encontre de leurs adversaires politiques. L'un d'eux, Joson de Nucé, n'aspire qu'à se distancer de ses collègues municipaux. Dans une lettre à Charles-Emmanuel de Rivaz, il décrit la séance désordonnée du 2 janvier 1803: «Avant hier, nous avons eu dans notre conseil une scène qui a duré à peu près tout le jour. M. notre Président y est arrivé un peu plus qu'à moitié ivre quoiqu'il ne fût encore que 9 heures du matin. L'après-midi, c'était bien pire et surtout le soir car on avait, par son ordre, apporté du vin dans l'assemblée. (...) En un mot, cette séance a mis le comble au dégoût que j'avais déjà depuis longtemps d'être membre de cette assemblée où d'ailleurs je suis inutile, n'y ayant absolument point de crédit à cause de mon opposition prononcée aux volontés de M. Turreau et aux vues de la plus grande partie des membres du conseil d'accord avec lui pour vexer ceux qui ne veulent pas fournir ce qu'il exige»²⁵. Quelques jours plus tard, il démissionne de sa double fonction de conseiller et d'inspecteur du collège²⁶.

Les discussions se poursuivent entre le Conseil d'Etat, l'abbé Exquis et les autorités de Saint-Maurice. Elles ne progressent guère. Qui de la ville ou de l'abbaye hébergera les militaires? Qui choisira et contrôlera les enseignants? Qui les rétribuera? Qui payera les réparations nécessaires pour l'aménagement des locaux? Le 2 novembre 1803, l'abbé Exquis dénonce les prétentions excessives de la ville et de ses représentants: «Cette réserve de disposer du collège selon leur gré, nous l'avons envisagée comme une inconséquence insoutenable et outrée qui nous occasionnerait des grands frais pour nous procurer des régents, pour leur salaire et leur entretien et pour faire dans la Maison les réparations nécessaires et ensuite devenir le jouet des caprices de ces Messieurs qui, par esprit de contrariété, seraient les maîtres de confier l'enseignement aux premiers aventuriers qui sauraient leur plaire. (...) En manifestant

²⁴ AV, Intérieur, thèque 3, *Ecclesiastica*, fasc. 3, n° 1, à Ch.-Em. de Rivaz, du 6 octobre 1802.

²⁵ AV, Rz, cart. 49, fasc. 2, n° 35, du 4 janvier 1803.

²⁶ AV, Rz, cart. 58, fasc. 29, n° 1/4, Hyacinthe de Nucé à Ch.-Em. de Rivaz, du 12 janvier 1803.

le plaisir et la satisfaction que Messieurs de Saint-Maurice goûteraient en nous faisant garder les enfants de la ville dans notre enclos les jours et les heures de récréation pour que les fruits des particuliers ne soient plus dévastés et qu'on ne les voie plus battre le pavé – ce à quoi nous ne nous soumettrons jamais parce que dans l'enceinte des murs nous avons des fruits aussi précieux que les particuliers de Saint-Maurice – d'ailleurs sans prétendre justifier les étudiants de Saint-Maurice, il faudrait supposer qu'il n'y a dans la ville de maraudeurs et de batteurs de pavés que les jeunes gens qui fréquentent le collège; l'expérience nous a démontré des faits très fréquents en ce genre mais le plus souvent étrangers aux écoliers et, s'il en arrivait ainsi, c'est à eux-mêmes qu'ils doivent s'en prendre parce qu'ils tiennent entre leurs mains les rênes de la police et de la justice.» Quant au choix des enseignants, l'abbé Exquis concède volontiers aux autorités agaunoises la désignation d'un «régent pour les *legentes* et *scribentes*» car il n'est pas certain de trouver lui-même une personne «qui veuille se charger de cette marmaille si désagréable»²⁷.

Les conditions d'existence que les chanoines connaissent depuis bien des mois ne subissent aucun changement. Leur lassitude seule s'accroît car les troupes françaises sont toujours casernées dans leurs murs. Elles occupent les salles réservées au logement des élèves; elles utilisent les vastes corridors comme lieu d'instruction. Il en résulte un bruit et un tapage préjudiciables à l'enseignement. Les responsables de la ville ne s'en émeuvent pas plus que les autorités militaires. Pour les chanoines et pour leur abbé, il convient d'envisager la cessation de leurs activités professorales:

«Deux années se sont écoulées, la troisième qui commence sans que nous n'ayons rien reçu pour le collège; nous avons même avancé pour l'achat du bois et des prix montant de trois louis; nous ne voyons prendre à Messieurs du Conseil de Saint-Maurice aucune mesure pour nous satisfaire, quoique nous le leur ayons demandé nous trouvant dans des besoins; et pour ne pas nous mettre, malgré nos dispositions, dans la nécessité d'abandonner les classes pour n'être pas payés, quelle que soit notre répugnance, si nous ne recevons rien d'ici au premier janvier prochain, Monsieur le Conseiller d'Etat ne sera pas surpris si avec la classe des *legentes* nous abandonnons au Conseil de Saint-Maurice celle des latinistes; d'ailleurs, nous croyons pressentir que c'est là leur sentiment»²⁸.

Les tractations traînent en longueur entre l'Etat, la ville et l'abbaye. Pour chacun des interlocuteurs, il importe que l'enseignement ne soit pas suspendu dans les classes latines et qu'une institutrice soit nommée pour la section des filles. Les 17 juillet et 26 décembre 1805, le conseil

²⁷ AV, Instruction publique, cart. 4, fasc. 5, pap. 2, au conseiller d'Etat chargé de l'instruction publique.

²⁸ *Ibidem*, pap. 3, au même, du 16 novembre 1803.

communal de Saint-Maurice accepte de verser annuellement, dans le trésor de l'Etat, une somme de cinquante louis pour le maintien du collège, de salarier la régente des filles, d'exempter l'abbaye du logement des militaires à la condition que celle-ci «se chargera de l'enseignement et de l'établissement d'un pensionnat»²⁹. Les autorités de Saint-Maurice hésitent à s'engager sur des paroles seules. «Nous désirerions donc, poursuivent-elles, qu'il fût stipulé que cette exemption n'aura lieu et ne commencera que lorsque le collège y sera bien établi et la pension composée d'un certain nombre d'individus que l'on fixera dans une conférence que nous espérons que vous voudrez bien nous accorder lorsque nous vous posséderons ici.»

Les divergences de vues entre le conseil et l'abbaye persistent sans qu'il y ait pourtant rupture des négociations. Le collège et les étudiants en pâtissent. Anne-Joseph de Rivaz le relève dans ses *Mémoires*: «En attendant les études n'y consistent qu'aux premiers éléments de la langue latine, et les mœurs des écoliers y sont laissées à la seule vigilance des pères de famille et des maîtres de pension, c'est-à-dire qu'on leur laisse la bride sur le col»³⁰.

Le 15 avril 1806, le chapitre abbatial désigne enfin les professeurs du collège. Il s'agit de Bonaventure Franc, curé de Muraz; de Claude Perrot, curé de Salvan; de François Grillet, curé de Finhaut; de Maurice Timothée Barman, profès³¹. Le Conseil d'Etat se réjouit du concours des chanoines; il souhaite que Bonaventure Franc, souvent contesté, «prendra des mesures pour se concilier davantage l'opinion de ses concitoyens ainsi que celle d'une partie de ses confrères»³²; il propose enfin les services, comme professeur de philosophie, de l'abbé Jean-Baptiste Amstaad, enseignant pendant plus de vingt ans au collège de Sion confié présentement aux pères de la Foi de Jésus.

A la veille de l'été 1806, les difficultés majeures semblent résolues: les casernements ne concernent plus les locaux du collège, les réparations nécessaires ont été menées à chef; le corps professoral est reconstitué. Pour la rentrée scolaire, fixée au début du mois de novembre, les responsables de l'abbaye insèrent dans le *Bulletin officiel* du 26 octobre un avis publicitaire dont voici un extrait:

«Il est à observer que l'érection de ce collège paraît d'autant plus avantageuse qu'il n'en existe point dans le Bas-Valais et que la ville de Saint-Maurice est assez bien située pour la commodité des dizains environnants; l'air y est pur et le plus salubre que l'on puisse respirer dans la plaine du pays; ses habitants, en grande partie personnes de condition, sont d'un accès facile, aisées, polies et très honnêtes envers tout le monde.

²⁹ *Ibidem*, pag. 6 et 9, au même.

³⁰ Anne-Joseph DE RIVAZ, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publiés par André DONNET, Lausanne, 1961, 3 vol. dans *Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3^e série, t. V-VII. (Cité A.-J. DE RIVAZ). Voir t. 1, p. 198.

³¹ AV, Instruction publique, cart. 4, fasc. 5, pag. 12, le chapitre de l'abbaye au conseiller d'Etat chargé de l'instruction publique, du 17 avril 1806.

³² AV, M 52, n° 1875, à l'abbé de Saint-Maurice, du 4 mai 1806.

» L'abbaye voulant répondre aux vœux du public, forme en outre un pensionnat qui sera ouvert pour l'entrée des classes; ses bâtiments vastes et commodes fournissent de très belles chambres, des salles d'étude qui seront chauffées, des dortoirs bien aérés, des corridors spacieux et agréables, un verger qui offre des promenades riantes.»

A la veille de l'année scolaire suivante, un nouveau prospectus publié dans le *Bulletin officiel* du 18 octobre 1807 précise que les dortoirs seront «tenus très propres en tout temps». «Chaque pensionnaire, ajoute-t-il, y a son lit en particulier et tout est surveillé par un professeur qui de son cabinet peut voir et entendre tout ce qui se passe dans les salles.» Depuis une année, l'abbaye a donné de l'extension au pensionnat; le nombre des chambres a été augmenté; un cabinet de physique a été créé; elle envisage même la construction d'une salle de théâtre si l'Etat l'aide financièrement.

Les autorités de la ville donnent la main à l'abbaye pour relever les mérites du nouveau collège:

«C'est surtout en ce qu'il offre aux Valaisans de la partie allemande un moyen de trouver une éducation française peu dispendieuse, comme les deux autres offrent celui d'une éducation allemande aux habitants de la partie française, que l'échange qui en résultera des élèves de chacune de ces deux parties entre elles rendra plus commun l'usage des deux langues et contribuera à établir des rapports plus familiers et plus intimes entre les habitants des deux portions de ce pays que la différence de langage et d'éducation rendait presque étrangers les uns aux autres»³³.

Sur la proposition du Conseil d'Etat, la Diète accepte d'accorder à l'abbaye une somme de 80 louis par an sous réserve que celle-ci ne contrive pas aux conditions arrêtées le 23 mai 1807 et qu'elle n'affecte pas une partie de cet argent à la construction du théâtre projeté³⁴. Le 22 décembre 1807, le gouvernement valaisan, les autorités bourgeoises et les religieux de Saint-Maurice signent une convention que d'aucuns considèrent comme la charte de fondation de l'actuel collège de l'abbaye.

Quant au collège de Sion, il n'est guère facile d'en décrire l'état et l'évolution pour la période 1798-1815. A lire la correspondance officielle, on constate que nombre de problèmes relatifs aux locaux et au personnel destinés à l'enseignement sont traités de vive voix entre les autorités gouvernementales et ecclésiastiques. Anne-Joseph de Rivaz, dans ses *Mémoires*, nous donne heureusement une description de l'évolution du collège durant le régime helvétique et pendant les premières

³³ AV, Instruction publique, cart. 4, fasc. 5, pap. 15, au Conseil d'Etat, du 22 novembre 1807.

³⁴ AV, M 7, pp. 41-45, du 24 novembre 1807. Pour les «Articles et conditions arrêtés pour l'établissement du collège de Saint-Maurice», du 23 mai 1807, voir AV, M 28, pp. 111-112. Pour la convention, voir Pierre BOURBAN, pp. 52-57.

années de l'indépendance valaisanne jusqu'en 1805. Même si elles sont parfois confuses et toujours alourdies par une prolixité caractéristique de cette époque et de l'écriture du mémorialiste, les quelques pages suivantes méritent d'être reproduites :

«A l'époque de notre révolution de 1798, c'est-à-dire de la petite part que nous eûmes à la Révolution française qui détruisait tout sans rien réédifier, soit qu'on ne lui en ait pas laissé le temps, soit qu'elle fût de ces êtres malfaisants qui ne peuvent que nuire, ou pour mieux dire parce qu'il impliquait contradiction qu'un arbre si radicalement mauvais pût jamais porter aucun bon fruit, la ville dépossédée des trois quarts au moins de ses revenus et ayant précipité un partage de ses immeubles et de ses argents entre ses bourgeois par la crainte qu'en passant sous la domination française les désorganiseurs démocratiques ne s'en fussent emparés à titre de propriété nationale, la ville, dis-je, se trouvant hors d'état de continuer à salarier cinq à six régents, soit professeurs, abandonna son collège à l'Etat et laissa aux magistrats de nouvelle institution, savoir au préfet du canton [Charles-Emmanuel de Rivaz] et à la Chambre administrative, le soin de pourvoir à l'éducation littéraire de la jeunesse. Heureusement que ces magistrats étaient pour la plupart gens religieux et consciencieux, qui n'attachaient pas moins d'importance à l'élever non moins dans les bons principes de la doctrine chrétienne que des bonnes lettres. Et le vénérable chapitre ne craignant pas moins qu'eux que notre jeunesse ne demeurât ainsi livrée à l'ignorance vandale et aux maximes irréligieuses qu'on nommait alors l'éducation libérale, où l'on n'estimait utile que de savoir que les prêtres étaient des imposteurs, que les rois étaient des tyrans, qu'il pouvait exister une morale sans religion, que les hommes étaient essentiellement et naturellement libres et égaux, c'est-à-dire indépendants les uns des autres de l'indépendance la plus absolue, et que le chef-d'œuvre des institutions humaines était la Déclaration des Droits de l'Homme et la constitution de l'An IV et la nouvelle éthique de l'Institut national, et que, jusqu'aux avocats philosophes impies et persécuteurs des dernières années du XVIII^e siècle, le genre humain n'avait pas eu le sens commun et n'avait absolument rien entendu en politique ni en morale, le vénérable chapitre, dis-je, aux instances de notre révérendissime seigneur évêque [Blatter] dont un si grave objet excitait toute la sollicitude, prit sur soi, tout dépouillé qu'il fût ainsi que la ville d'une grande partie de son revenu, de négliger le service divin de la cathédrale pour vaquer à une œuvre si nécessaire, et paya de sa bourse les professeurs tirés de son corps qui voulurent bien se charger des classes. Un service si signalé rendu à l'Eglise et à la patrie par le vénérable chapitre aurait dû, ce semble, lui concilier plus que jamais l'estime et la reconnaissance des magistrats valaisans. On ne le regarda cependant que comme l'acquittement d'une dette, et on lui en tint si peu compte qu'on n'eut pas de honte, lorsqu'il osa une fois ou deux crier à l'ingratitude, de se montrer ingrat à découvert. On trouvait encore qu'il avait trop peu fait pour mériter qu'on tolérât plus longtemps son existence. Le peu de

considération que ce qu'on appelle en Valais les «Messieurs» avaient pour les professeurs, ne contribua pas peu à décourager le chapitre et à relâcher la discipline du collège et la subordination et l'émulation parmi les étudiants. D'ailleurs comme un des grands fruits qu'avait opérés la Révolution était d'humilier et d'appauvrir le clergé et de décrier l'ancienne éducation, les pères de famille, fatigués d'ailleurs de contributions, de logements de troupes, de voitures, de cadastres, de papier timbré, d'impositions, depuis que le monde est monde, inconnus en Valais, n'avait aucun courage à pousser aux études leurs enfants nés avec les plus favorables dispositions pour en profiter. Les gens sages prévoyaient de ce découragement des pères de famille à faire étudier leurs enfants qu'en moins de dix ans le pays allait oublier son latin qu'il a toujours passablement su, et que bientôt le diocèse allait manquer de prêtres. Heureusement que Bonaparte en rétablissant en France l'ordre social fit promptement rétrograder l'impiété et le vandalisme. Et s'étant impatronisé dans les affaires de la Suisse comme il fait dans celles du monde entier, on y revint comme en France à de meilleurs principes, savoir qu'il faut donner la religion pour base à la morale, et que l'éducation littéraire sans l'éducation chrétienne ne sert qu'à faire la jeunesse orgueilleuse et conséquemment insubordonnée, par là-même incapable de porter jamais aucun joug, et la livrer sans aucune défense à toutes les erreurs et à tous les vices.

» Nos nouveaux magistrats, hommes qui tenaient aux anciens principes de gouvernement et d'éducation, s'occupèrent dès lors très sérieusement de l'organisation des collèges en notre pays. Ils continuèrent leur confiance aux pères piaristes qui tiennent depuis la suppression des jésuites le collège de Brigue; ils engagèrent l'abbaye et la ville de Saint-Maurice à réunir leurs efforts et leurs bourses à remonter le leur; et ils comprirent enfin que le chapitre ne pouvait donner ses soins au collège qu'en négligeant le service de la cathédrale et que le collège demandait des hommes uniquement occupés de cette besogne. C'est ce qui mit dans la tête du Conseil d'Etat de voir s'il n'y aurait pas moyen d'y faire venir de nouveaux enfants de saint Ignace de Loyola sous le nom de pères de la Foi, association récemment autorisée par le Saint-Siège, dont l'objet principal est l'instruction de la jeunesse également chrétienne et littéraire»³⁵.

Dès le rétablissement de l'indépendance valaisanne, le grand vicaire Alphonse Pignat intervient, en qualité de préfet du collège, auprès du Département de l'intérieur pour que l'Etat prenne à sa charge une partie des salaires des professeurs. Parmi eux se trouvent Antoine Weguener pour la classe Principes, François de Riedmatten pour celles de Rudiments et de Grammaire, Augustin Zen-Ruffinen pour celle de

³⁵ A.-J. DE RIVAZ, t. 1, pp. 191-193.

Syntaxe, Etienne Bonvin pour celle d'Humanités, Théodule Bay pour celle de Rhétorique et Jean-Baptiste Amstaad pour celle de Philosophie. Le Conseil d'Etat ajourne sa réponse. Il souhaite obtenir une information plus complète sur les fonds du collège³⁶.

A dire vrai, le Conseil d'Etat se trouve dans l'impossibilité de résoudre les problèmes que lui pose le collège de la capitale. Il ne réussit pas à obtenir une situation claire de l'état de ses charges et de ses revenus; il sent bien que les prêtres séculiers, remplaçant des jésuites depuis 1788, ne se dévouent qu'à titre provisoire dans leur rôle d'enseignants; il comprend que le logement des troupes dans les classes porte préjudice aux études. Donc, point de décision globale et hâtive. Le 16 octobre 1802, il accorde aux chanoines de ne plus être «dans le cas de recevoir des militaires en logement»³⁷. Cette faveur n'est pourtant que partielle. De là, sa lettre du 29 octobre relative aux troupes françaises: «Mais l'embarras de les loger ailleurs et l'importance dont il est cependant, à nombre d'égards, de les sortir de chez les habitants a laissé au Conseil peu de moyens de pourvoir à votre requête d'une manière entièrement satisfaisante»³⁸. Le 11 novembre, il intervient auprès du conseil de la ville de Sion pour que les professeurs Augustin Zen-Ruffinen, Thomas-Etienne Gilliet et Théodule Bay soient exemptés du logement des militaires³⁹. Quant aux locaux, ils ne nécessitent que peu d'aménagements. A la demande du professeur Jean-Baptiste Amstaad, le Département de l'intérieur fait du troisième étage du gymnase le dépôt des instruments de physique. Selon la volonté du Conseil d'Etat, il décide que les lits qui s'y trouvent seront transportés à la chancellerie d'Etat. Il accepte que soient fabriqués les volets, les portes, les tables, les bancs, les chaises et les tablaris demandés par le responsable du collège. Il consent «les dépenses proposées pour l'établissement des machines électriques et pneumatiques et pour deux prismes»⁴⁰. Tout ceci n'est que détail.

Le problème fondamental réside dans le choix des responsables du collège. Quand, à partir de la proclamation de l'indépendance en 1802, le Valais retrouve peu à peu la tranquillité, les chanoines aspirent à se retirer de l'enseignement. Le chapitre, selon ses dires, «ne s'en est chargé que provisoirement, que forcé par l'empire d'une extrême nécessité et dans la ferme espérance qu'il serait au plus tôt déchargé de cette pénible besogne étrangère à sa vocation et à sa première institution»⁴¹. Pour justifier sa décision, le chapitre énumère les malheurs qu'il a endurés: l'inondation de 1778, l'incendie de 1788, le pillage de 1798, les contribu-

³⁶ AV, M 74 bis, au 19 septembre 1802.

³⁷ Pour la décision du Conseil d'Etat, voir AV, M 74 bis, au 16 octobre 1802. Pour sa lettre au chanoine Bay, du 17 octobre 1802, voir AV, M 50, n° 61.

³⁸ AV, M 50, n° 78, au chanoine Bay.

³⁹ *Ibidem*, n° 88, au chanoine Bay.

⁴⁰ AV, M 51, n° 790, au professeur Amstaad, du 7 mars 1804.

⁴¹ AV, Instruction publique, cart. 3, fasc. 3, pap. 16, au Conseil d'Etat, du 15 avril 1805.

tions extraordinaires et exorbitantes du régime helvétique, la dévaluation de ses fonds placés en France au tiers consolidé. En outre, «l'église cathédrale est dépouillée de ses ornements et manque de plusieurs choses requises pour le service divin; plusieurs membres du chapitre et recteurs sont ou sans logement ou mal logés et le chapitre a la charge de payer pour eux le loyer des maisons qu'ils habitent; il est donc de la plus grande urgence que le chapitre fasse de nouveaux efforts et de grands sacrifices pour finir les bâtisses commencées d'autant plus que les revenus des prébendes sont modiques et que les chanoines ne perçoivent encore leurs rentes en dîmes et en fiefs qu'à demi et goutte à goutte».

Par ailleurs, au cours de la session de mai 1805, les autorités valaisannes s'avouent préoccupées par la situation de l'instruction publique. Le protocole de la Diète l'atteste: «La Diète est encore obligée d'appeler l'attention du Conseil d'Etat sur un objet non moins important: l'éducation publique. Elle n'a pu voir avec indifférence le relâchement qui s'est introduit dans les collèges, le défaut de zèle de la part des personnes préposées à l'instruction, l'éloignement pour l'étude ainsi que l'esprit d'insubordination parmi la jeunesse. Elle a senti qu'il importait essentiellement au bonheur de l'Etat de prévenir les effets d'un pareil relâchement en rétablissant la discipline, en tâchant de rappeler la jeunesse à l'amour du travail et de ses devoirs et en cherchant aussi à perfectionner l'enseignement. Elle a pensé qu'un des moyens les plus propices à y parvenir serait peut-être de confier l'instruction à des professeurs choisis dans les corporations étrangères qui se vouent à cette partie»⁴².

Ainsi, les souhaits du chapitre et ceux du gouvernement valaisan concourent au sujet du collège. Pour rendre à cet établissement son ancien éclat, le grand bailli songe à y ramener les religieux de la Compagnie de Jésus. Antoine-Marie Augustini intervient donc auprès de leur supérieur du collège d'Augsbourg. Celui-ci répond par une fin de non-recevoir. Augustini se tourne alors vers une congrégation récemment fondée en Italie, la Société des pères de la Foi de Jésus. Son supérieur, le père Nicolo Paccanari, dépêche aussitôt dans le Valais deux de ses religieux, les pères Pierre Zinelli et Jacobus Gianotti, chargés de négocier un contrat d'établissement et d'activité. Les discussions vont bon train: le contrat est adopté le 10 novembre 1805; le 27 novembre, il est ratifié par la Diète; le 16 décembre 1806, il est promulgué par le Conseil d'Etat⁴³. Il comprend six articles dont voici la teneur selon l'abbé Jérôme Zimmermann:

«1° La Société de la Foi de Jésus suivra dans l'éducation de la jeunesse une méthode absolument identique à celle de la Société de

⁴² AV, Intérieur, vol. 35 bis, pp. 251-252.

⁴³ Jérôme ZIMMERMANN, *Essai sur l'histoire du collège de Sion*, Sion, 1914, 163 p. (Cité J. ZIMMERMANN). Voir pp. 100-102.

Jésus. Le collège comprendra huit classes auxquelles on conserve les noms traditionnels: *Prima principia*, *Rudimenta*, *Grammatica*, *Syntaxis*, *Poesis*, *Rhetorica*, *Logica*, *Physica*.

» 2° Outre l'éducation de la jeunesse, les pères voueront toute leur sollicitude au ministère des âmes, sans préjudice toutefois pour leurs occupations professionnelles.

» 3° Libre aux pères de recevoir des dons en meubles ou immeubles: mais les revenus de ceux-ci diminueront d'autant le versement annuel de l'Etat. Leur fortune sera d'ailleurs assujettie aux lois spéciales touchant la mainmorte.

» 4° L'Etat versera à chacun des membres de la Résidence (au nombre de huit) une pension annuelle de 25 louis d'or. Toutefois cette somme sera augmentée si, ce qu'on ne peut prévoir, elle devait être vraiment insuffisante.

» 5° Les locaux de l'ancienne Résidence des Jésuites, ainsi qu'un jardin de ville sont mis à la disposition des pères. Toute réparation notable est à la charge de l'Etat.

» 6° L'Etat fournira également le mobilier d'installation, dont on dressera l'inventaire» ⁴⁴.

Dès la signature de la convention, le père Zinelli s'en retourne à Rome. En chemin, il rencontre à Padoue ses confrères qui se rendent à Sion. La communauté comprend les personnes suivantes: Joseph Sineo de la Tour, président de la congrégation, confesseur en langues italienne et française; Nicolas Godinot, confesseur en langues italienne et française, économe; Sébastien Schrankenmüller, professeur en langues allemande et italienne, professeur de Rhétorique; Jean-Baptiste Drach, confesseur en langues allemande et italienne, professeur de Syntaxe; Joseph Probst, confesseur en langues allemande et italienne; Augustin Rossier, professeur de Philosophie; Georges Staudinger, professeur de Grammaire; Baltasar Rudolph, professeur de Principes; Jean-Baptiste Beer et Victor Mayr, tous deux coadjuteurs temporels ⁴⁵.

A leur arrivée à Sion, quelle déception! Rien n'est prêt pour les accueillir. Selon l'expression d'Anne-Joseph de Rivaz, «ils furent presque aussi mal reçus qu'un chien dans un jeu de quilles» ⁴⁶. Pourtant, les affaires s'arrangent. Les nouveaux venus sont contents. Le gouvernement affiche sa satisfaction. L'évêque congratule le Conseil d'Etat. «Je ne puis, lui écrit-il, qu'approuver l'empressement avec lequel le gouvernement pourvoit à l'instruction publique; j'y vois son zèle pour la religion et le bien-être de notre chère Patrie, d'autant plus qu'il a jeté ses vues sur un ordre qui est le rejeton de celui qui fut toujours si cher à mon cœur et dont la suppression a été si fatale à la religion et aux bonnes mœurs» ⁴⁷.

⁴⁴ *Ibidem*, pp. 102-103. Pour les «Propositions à faire aux RR. PP. de fide Jesu», du 6 novembre 1805 et pour les «Conditions passées entre les RR. PP. de fide Jesu et les autorités valaisannes pour l'établissement d'un collège à Sion», du 10 novembre 1805, voir AV, Instruction publique, cart. 1, fasc. 3, n^{os} 3 et 4.

⁴⁵ J. ZIMMERMANN, pp. 105-106.

⁴⁶ A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 194.

⁴⁷ AV, Instruction publique, cart. 3, fasc. 3, pap. 9, du 18 décembre 1805.

L'organisation nouvelle du collège de Sion réjouit le traditionnaliste Anne-Joseph de Rivaz. «On continuera, note-t-il, à y avoir un collège qui vaudra bien autant que la plupart des collèges des petites villes de province dans les pays où le gouvernement fait le plus d'estime des sciences et des lettres; et par-dessus le marché on y apprend probablement mieux qu'en beaucoup d'autres lieux que tout l'homme est de connaître Dieu, de le craindre, de l'aimer de tout son cœur et de le servir de toutes ses forces, en quoi consiste la piété; d'aimer son prochain comme soi-même pour l'amour de Dieu, et non seulement de ne lui point faire de mal, mais encore de lui faire du bien selon ses moyens, en quoi consistent la justice et la bienfaisance; enfin d'aimer son âme plus que son corps, en combattant en soi toutes les passions sensuelles, en quoi consistent la tempérance et la continence chrétiennes. Et notre jeunesse formée à une telle école et nourrie de tels principes, ne sera ni matérialiste, ni déiste, ni anarchique, ni jacobine, et elle comprendra de bonne heure que les talents ne sont rien s'ils ne tournent à l'utilité de la patrie et de l'Eglise, et elle passera de telle sorte par les choses humaines si sujettes au changement qu'elle ne perde point les choses célestes qui demeurent éternellement»⁴⁸.

Dès leur installation, les pères de la Foi constatent l'état de délabrement de l'église où leurs élèves assistent aux cérémonies religieuses. Ils décident donc d'en construire une nouvelle. Jean-Joseph Andenmatten reçoit le mandat d'architecte et de constructeur; Charles de Preux, celui de surveillant des travaux. Ceux-ci commencent en 1806. Les prévisions budgétaires sont rapidement dépassées. Le concours des autorités civiles et ecclésiastiques s'avère indispensable. L'évêque recommande aux fidèles et aux desservants des paroisses une collecte en faveur de l'église. Le Conseil d'Etat intervient auprès des autorités des dizains «pour la rendre la plus fructueuse qu'il sera possible». Afin de donner plus de poids à son intervention, il fait paraître sa lettre dans le *Bulletin officiel* du 23 avril 1809. Après avoir expliqué la nécessité de cette construction, les avantages du collège et les aides bénévoles de quelques particuliers et de certaines communes, le gouvernement poursuit en ces termes:

«Mais ces ressources se sont trouvées d'autant plus insuffisantes que les dépenses de construction se sont accrues par des circonstances locales qu'on n'avait pas pu prévoir. Malgré l'intérêt qu'y met le gouvernement, il ne peut prendre sur lui la charge de cet édifice. C'est déjà à très grands frais qu'il a établi des professeurs étrangers si utiles dans ce collège, qu'il fournit à leur pension annuelle, à l'entretien et à l'ameublement des bâtiments et à un nombre de dépenses extraordinaires, et c'est après avoir fondé et entretenu à ses frais cet établissement précieux, c'est après qu'une solide expérience a donné la conviction de son utilité générale que le gouvernement invite solennellement tous les chefs de famille à faire un don, chacun suivant ses facultés, pour la construction

⁴⁸ A.-J. DE RIVAZ, t. 1, p. 195.

d'une église dans ce collège proportionnée au nombre des élèves et à celui des membres de la congrégation dont ces mêmes élèves sont en partie la pépinière. Cette contribution volontaire à l'achèvement d'un édifice élevé à la gloire de Dieu sera un acte de reconnaissance bien due à sa divine providence de la part des gens aisés, dont les enfants reçoivent ou peuvent recevoir dans ce collège les instructions nécessaires pour être un jour utiles à l'Eglise ou à l'Etat, et de la part même des gens de la campagne et de la classe la moins aisée, qui ont un si grand intérêt que les hommes appelés à les gouverner acquièrent les principes de religion et les lumières qui peuvent seules assurer le bonheur des peuples».

Les sommes réunies sont tellement insuffisantes que le Conseil d'Etat autorise, par le *Bulletin officiel* du 24 septembre 1809, l'organisation de deux loteries annuelles, de trois mille billets chacune à un franc, avec un bénéfice escompté de 600 francs chaque fois. Le 4 février 1810, la même publication annonce une nouvelle loterie à deux francs le billet et dont le bénéfice présumé atteint 800 francs. Ces rentrées d'argent ajoutées à la générosité de quelques bienfaiteurs, dont les deux plus importants sont le constructeur Pierre-Joseph Andenmatten et l'évêque Joseph-Xavier de Preux, permettent la poursuite des travaux qui ne prendront fin qu'à l'époque de la Restauration.

Le troisième collège valaisan se situe à Brigue. Que peut-on affirmer de précis à son égard pour les années 1798-1813? Rien, ou presque. L'insurrection de 1798 et le soulèvement de 1799 entraînent chaque fois la fermeture des classes durant plusieurs semaines. Les pères piaristes, responsables de l'enseignement, voient leurs locaux occupés par la soldatesque française. Les élèves ne réintègrent leur école que lorsque les armes sont déposées. Ils la retrouvent dans un indicible état de délabrement.

Dès le retour de l'indépendance, au mois de septembre 1802, le Conseil d'Etat encourage les pères piaristes à reprendre leurs activités d'enseignants⁴⁹. Il s'engage en outre à leur continuer une pension de 2000 francs et à leur fournir un acompte de 400 francs «sur les arrérages pour faire leurs provisions»⁵⁰. La fête de la Toussaint passée, les cours reprennent. Le père Ignace Dillmann, recteur du collège, annonce la présence de «dix-huit écoliers dans les classes latines, dont la plupart semble promettre beaucoup par leurs talents et par leur application»⁵¹. Dans la classe primaire, l'effectif des élèves «s'accroît journellement». Les salles sont tellement endommagées que les professeurs sont obligés d'instruire leurs étudiants dans leurs chambres à coucher et dans le réfectoire. Cette lettre demeure sans effet.

⁴⁹ AV, M 50, n° 11, du 19 septembre 1802.

⁵⁰ AV, M 74 bis, au 19 septembre 1802.

⁵¹ AV, Instruction publique, cart. 2, fasc. 2, n° 1, à Ch.-Em. de Rivaz, du 29 novembre 1802.

Le père Dillmann ne désarme pas. Le 9 décembre 1802, il écrit à nouveau à Charles-Emmanuel de Rivaz pour lui décrire les besoins de son collège: «Il y a quatre chambres à réparer pour les classes dans lesquelles, excepté les fourneaux endommagés et quelques planches, manque tout. Il faut 7 fenêtres dont chacune est évaluée au prix de 10 couronnes; 4 portes dont chacune avec leur bordure et tout ce qui y est nécessaire, est évalué à moins à 7 couronnes; les bancs et tables manquent partout; l'escalier pour monter du premier étage au second est brûlé comme aussi le plancher. Pour faire ces réparations, y comprises les portes et les fenêtres, les ouvriers que j'ai consultés parlent de 200 couronnes. Je ne parle pas du toit du collège qui a été beaucoup endommagé par l'enlèvement des bois dont il est soutenu et pour la réparation duquel nous avons déjà fait nos représentations à la ci-devant Chambre administrative, il y a deux ans»⁵².

Le Conseil d'Etat reconnaît l'urgence des réparations demandées mais il décide pourtant d'ajourner sa décision⁵³. Le 13 juillet 1803, il se dit «très disposé à seconder les vues du père recteur pour la restauration de sa maison». Il demande que lui soit fourni un état détaillé des dépenses envisagées et des travaux à entreprendre⁵⁴. Une semaine plus tard, il fait parvenir au père Dillmann la somme de 236 écus tout en lui précisant qu'il faudrait en premier lieu réparer le toit du collège⁵⁵. Dès cette date, les archives ne semblent pas contenir d'autres documents relatifs à l'état du collège de Brigue.

Les règlements

Quand, aux premiers jours du mois de novembre, les portes des collèges s'ouvrent aux étudiants, ceux-ci se répartissent dans les classes aux dénominations anciennes et aux objectifs assez précis: *Principia* enseigne surtout la langue maternelle et n'appartient pas absolument au cycle gymnasial proprement dit; *Rudimenta* où l'on dispense les notions élémentaires de latin; *Grammatica*, *Syntaxis minor* et *Syntaxis major* destinées à l'étude plus complète du latin et à l'apprentissage de la langue grecque; *Humanitas poesis* et *Rhetorica* orientées vers la connaissance de la technique poétique et oratoire; *Logica* vouée à l'enseignement de la philosophie. Pour le fond, le système scolaire ressemble assez à celui qui se donne traditionnellement dans les gymnases littéraires.

Dans chacun des collèges, la classe *Principia* rassemble un effectif d'élèves assez important. Les autres classes ne réunissent chacune que quelques étudiants. Peut-être étaient-ils groupés pour l'étude de

⁵² *Ibidem*, n° 2.

⁵³ AV, M 74, bis, au 11 décembre 1802.

⁵⁴ *Ibidem*, au 13 juillet 1803.

⁵⁵ AV, M 50, n° 421, du 20 juillet, 1803.

certaines branches? On ne sait presque rien du nombre des élèves. A peine une indication apparaît-elle parfois dans une lettre ou dans un rapport. Jérôme Zimmermann nous renseigne au moins, à cet égard, sur le collège de Sion, le plus fréquenté du canton⁵⁶. Ses informations concernent les années suivantes: en 1801, 64 élèves; en 1802, 51; en 1803, 52; en 1804, 69; en 1805, 83; en 1806, 65; en 1809, 98; en 1811, 82; en 1813, 94; en 1814, 83; en 1815, 57.

Quel que soit le collège qu'ils fréquentent, les élèves ont à se soumettre à un règlement. Les archives ne mentionnent pas celui du collège de Brigue. Comme il est de tradition jésuitique, tout laisse supposer qu'il diffère peu de celui de Sion. Quant à celui de Saint-Maurice, il possède des aspects particuliers que lui donnent les chanoines.

Au collège de Sion

Dès son arrivée au collège, l'étudiant s'entend lire le règlement auquel il doit se soumettre. Il date de 1768⁵⁷. Il reprend et renforce parfois les dispositions de 1714 et de 1679. Il accorde la prééminence aux devoirs religieux. Puisque la crainte de Dieu est le commencement de la sagesse, les étudiants ont à manifester une dévotion toute particulière envers la Vierge Marie et leur ange gardien; ils assistent chaque jour au sacrifice de la messe et, s'ils ne le peuvent pas pour cause de maladie ou par suite d'un empêchement majeur, ils ont à fournir une excuse à leur absence. Divers exercices de piété leur sont obligatoires: assistance aux vêpres, réunions de la Congrégation, confession mensuelle attestée par un billet du confesseur. Le règlement énumère ensuite les interdictions: défense de s'exprimer en une autre langue que l'allemand dans les classes inférieures et que le latin à partir de la classe *Grammatica*; défense de participer à des danses, soit en ville, soit à l'extérieur de celle-ci, quels que soient le degré de parenté, l'âge et la condition des danseuses; défense de se promener en ville durant les heures d'étude; défense d'errer dans les jardins hors de la ville et de se rendre au couvent des capucins durant les offices dominicaux de la cathédrale; défense de lire les livres suspects ou purement profanes; défense de prendre un engagement militaire sans le consentement des parents; défense absolue d'assister aux disputes juridiques qui se déroulent au palais épiscopal, chaque samedi; sauf pour les élèves de philosophie, défense de pratiquer la chasse et les exercices de tir; défense de jouer pour de l'argent.

Les actes de désobéissance sont punis par les retenues, les verges, le cachot ou l'exclusion du collège. L'élève qui, sans motif sérieux, a manqué un office religieux est tenu d'assister à la première messe du matin, à cinq heures. Si le coupable ne s'amende pas, c'est le cachot. Les

⁵⁶ J. ZIMMERMANN, p. 158.

⁵⁷ *Ibidem*, pp. 75-77.

autres manquements sont sanctionnés selon la gravité des cas. Ainsi, l'étudiant qui aura dansé avec des femmes ou des jeunes filles ou qui aura eu avec elles des rapports sexuels sera puni du cachot. En cas de récidive, il subira l'exclusion afin que ses camarades ne soient pas pervertis par son exemple.

A la fin du mois de janvier 1806, les élèves rencontrent de nouveaux professeurs, après des vacances de deux mois plus longues qu'à l'ordinaire. Les chanoines se retirent de l'enseignement; les pères de la Foi de Jésus leur succèdent. Le 8 mars 1806, un nouveau règlement du collège entre en vigueur. Il comprend peu d'innovations par rapport à celui de 1768: mêmes recommandations de soumission aux professeurs, de respect aux autorités; même minutie dans l'énoncé des devoirs religieux: assistance à la messe quotidienne et à tous les offices du dimanche, tels la grand-messe, le sermon, les vêpres, la réunion de la Congrégation, la catéchèse; mêmes conseils d'application à l'étude. L'article 12 ne laisse pas de nous étonner: «Si quelqu'un demeure absent du collège, sans motif légitime pendant un mois, il ne pourra rentrer qu'avec l'assentiment du préfet, lequel devra consulter le professeur de classe avant d'admettre à nouveau l'élève.» Ce règlement demeurera en vigueur jusqu'en 1847.

Les professeurs sont également soumis à un règlement. Leur devoir essentiel, en plus de leurs obligations pédagogiques, consiste à entretenir chez leurs élèves la piété, le goût du savoir et l'aversion pour la philosophie moderniste dont les séductions sans cesse envahissantes dénaturent la vérité et déforment l'intelligence ⁵⁸.

Au collège de Saint-Maurice

Les rares étudiants inscrits au collège obéissent au règlement du 26 février 1798. Il diffère peu de celui du collège de Sion. Les exigences, les défenses et les punitions se ressemblent. Le ton sermoneur de la conclusion n'offre rien qui enthousiasme les élèves:

«Enfin un étudiant doit se ressouvenir que si l'on donne plus de soin à son éducation, il doit montrer par sa conduite qu'il en profite. Il doit être prévenant, honnête et respectueux envers tout le monde; ne manquer jamais à personne, mais surtout aux vieillards et aux pauvres. Il doit se ressouvenir que le but de la science est de nous rendre sages et prudents en toutes circonstances, ne jamais oublier que la vie ne nous est donnée que pour nous préparer à la mort, que nous appartenons à Dieu avant que d'appartenir aux hommes, et qu'il faut être bon chrétien avant d'être homme de lettres, et qu'ainsi nous devons commencer et finir nos travaux, notre journée, notre vie, par la prière et la résignation à la volonté de Dieu; puisque c'est à lui que nous devons nos premiers services, ensuite à nos parents, à la société et à l'Etat» ⁵⁹.

⁵⁸ *Ibidem*, pp. 108-111.

⁵⁹ Pierre BOURBAN, pp. 34-35.

Les insurrections de 1798 et de 1799, génératrices d'une inimaginable détresse dans l'ancien Etat valaisan, le poids du passage de l'armée de réserve en 1800 ainsi que les exactions multipliées commises par les troupes du général Turreau reportent à des jours meilleurs les soucis pédagogiques des Valaisans. Pendant ces années de misère, l'enseignement n'est assuré que par deux professeurs. Il s'étoffe peu à peu dès l'établissement de la République indépendante, au mois de septembre 1802. Interrogé par le Conseil d'Etat sur ses intentions et ses projets à l'égard du collège, l'abbé Joseph-Gaspard Exquis lui envoie ses propositions au début du mois de novembre 1802. On y trouve mêlés, des éléments de règlement, des dispositions relatives à l'organisation des classes et des considérations parfois verbeuses. Pierre Bourban a publié ce document dans sa totalité. Nous n'en reproduisons que l'essentiel:

«Il serait inutile d'exposer à vos lumières que les études sont le berceau des connaissances humaines, que c'est une mine intarissable de richesses pour un pays, qu'elles offrent une source d'où l'on voit éclore l'homme d'Etat, le guerrier, le magistrat, l'artiste, le bon citoyen; les différents gouvernements ont si bien senti ces vérités, qu'ils ont toujours protégé les maisons d'éducation, rédigé de sages règlements et veillé à leur exécution. Encouragée par tant de motifs, l'Abbaye de Saint-Maurice a l'honneur de soumettre à l'approbation de Messieurs les Représentans du Conseil souverain et de l'Etat, le plan et les règlements suivans pour le collège de cette ville:

» 1° D'établir un institut où les jeunes gens du pays et les étrangers seront invités à venir puiser les connaissances nécessaires à former des ministres à la religion, des citoyens utiles à la patrie. - Les pensionnaires seront logés et entretenus dans l'enceinte de l'Abbaye, qui fera tous ses efforts pour préposer des bons maîtres à cette instruction.

» 2° On a lieu d'espérer que l'Abbaye, faisant tous les sacrifices qui seront en son pouvoir pour le bien commun, destinant ses logements à l'utilité publique, sera exemptée de les fournir aux militaires: condition sans laquelle l'institut ne pourrait s'ériger, ni l'éducation se rectifier. Les muses fuient les bruits des armes; elles sont ennemies de Mars et de Bellone.

» 3° Que la police et l'inspection du collège seront uniquement adjugées à l'Abbaye. Il n'appartient qu'à ceux qui sont chargés de l'éducation, qui étudient le caractère, qui connaissent les dispositions naturelles des élèves, de récompenser ou de proportionner les peines d'une manière convenable à la faiblesse de l'âge, à la nature de l'action. On excepte les cas graves où le délinquant serait soumis aux règlements de police civile statués par le Conseil d'Etat.

» 4° Que les professeurs seront exempts de conduire leurs élèves soit le samedi, soit le dimanche, aux offices de la paroisse; mais qu'ils seront tenus à les faire assister aux offices de l'Abbaye qui deviendrait leur paroisse pendant leur cours d'études. On espère que Sa Grandeur ne mettra aucun obstacle à un règlement de collège qui ne porte nulle atteinte à sa juridiction épiscopale. Il est d'usage, dans tous les collèges

bien réglés, que les écoliers soient instruits des vérités et des connaissances de la religion, qu'ils en remplissent les devoirs dans le lieu où ils reçoivent l'instruction des sciences profanes.

» 5° Pour donner plus d'encouragement et consolider davantage l'instruction publique, on demande que nulle école particulière soit tolérée en cette ville, exceptons les enfants de l'autre sexe. L'éducation a des conséquences trop grandes pour l'abandonner indistinctement aux caprices des parents et des personnes non revêtues de la confiance publique. Les enfants appartiennent plus à la République qu'à leurs pères et mères. C'est donc par des maîtres communs et sous une même discipline qu'on inspirera de bonne heure aux jeunes gens l'amour de la patrie, le respect pour les lois du pays, le goût et les principes de l'Etat dans lequel ils ont à vivre.

» 6° Que tous les revenus affectés au collège de Saint-Maurice seront exactement payés par le conseil de cette ville, qui en gardera l'administration. L'Abbaye, jalouse de sacrifier son intérêt particulier au bonheur général, ne pourrait néanmoins supporter les dépenses qu'entraînera son établissement projeté, sans le concours des revenus affectés au collège»⁶⁰.

Les discussions entre les intéressés progressent, mais fort lentement. Le 26 octobre 1806, le *Bulletin officiel* annonce l'établissement d'un collège et d'un pensionnat à l'Abbaye. On y lit quelques dispositions réglementaires. Ainsi, le coût de la pension, du blanchissage et du luminaire s'élève à neuf écus petits par mois et se paye par trimestre. Chaque pensionnaire doit se pourvoir d'un service de table et du linge nécessaire pour être vêtu proprement. «Il n'aura par conséquent pas moins de 6 chemises. » Par ailleurs, les frais de maladie et ceux consécutifs à l'achat de livres, d'encre, de plumes et de papier sont à la charge des parents. Le *Bulletin officiel* du 18 octobre 1807 répète ces exigences et porte le prix de la pension à dix écus petits par mois. De plus, «chaque écolier donnera 4 francs de Suisse d'entrée pour l'érection d'une bibliothèque de livres classiques et d'instruments de physique». Quelques précisions sont ensuite apportées dans le *Bulletin officiel* du 15 octobre 1809. Le prix de la pension demeure inchangé mais, dorénavant, aucune absence ne sera décomptée, «exceptée la quinzaine de Pâques, et en cas d'une maladie qui durera quinze jours, et aucun pensionnaire ne sortira de l'Abbaye sans avoir payé sa pension».

Les activités parascolaires

Que ce soit à Saint-Maurice, à Sion ou à Brigue, l'enseignement secondaire dispense des connaissances peu étendues et fortement étayées sur des données religieuses. Il recherche essentiellement l'éducation du caractère et l'épanouissement de l'intelligence. Comme

⁶⁰ *Ibidem*, pp. 41-45.

toujours, les élèves voient d'abord des contraintes dans ce type de formation. Dans l'immédiat, ils rêvent de jeux, de délassements et de réjouissances estudiantines héritées de la tradition.

Les responsables de chaque collège canalisent ces aspirations vers deux formes d'activité: les disputes académiques et les représentations théâtrales.

Pierre Bourban et Jérôme Zimmermann relèvent dans leurs études les disputes auxquelles se livrent les étudiants des classes terminales. La subtilité des débateurs établit la distinction entre «la couleur formelle» et «la couleur fondamentale»; elle éclaire la nature de l'atmosphère électrique; elle s'exerce tour à tour sur des sujets moraux, littéraires, philosophiques et scientifiques. Sûrs de la valeur de leurs explications et de leurs arguments, les étudiants dédient parfois leurs thèses aux autorités locales ou gouvernementales. Au collège de Sion, on affectionne les formules emphatiques. Telle, cette dédicace destinée aux «magnificis, perillustribus et excellentissimis dominis, consuli, praepositis et senatoribus inclitae civitatis sedunensis, patronis et maecenatibus suis gratiosissimis». En retour, les auteurs reçoivent des compliments qui les flattent.

Les représentations dramatiques appartiennent à la tradition des collèges. Sous la direction d'un professeur, certains élèves deviennent acteurs; d'autres créent les costumes et les décors; d'autres enfin rédigent les invitations et rassemblent les spectateurs. Le théâtre est simultanément une fête pour les potaches et un divertissement pour le public.

Voici la liste des pièces mises en scène au collège de Brigue ⁶¹.

En 1804: Willian und seine Söhne.

Der Fürst auf der Jagd.

1805: Ruchlosigkeit wird allzeit gestraft.

Die Soldaten im Winterquartier.

1806: Strafe der Ungerechten Rachbegierde.

Der Politische Kannengiesser.

1807: Protasius König von Aryma.

Der zu nachsichtige Kostherr.

1808: Trebellius König der Bulgarer.

Der eingebildete Kranke.

1809: Sieg der Religion.

Strafe der vernachlässigten Kinderzucht.

1810: Mutza, König von Abessinien.

Die gar zu streng Kinderzucht.

1811: Der sterbende Themistokles.

Der kindische Vater.

⁶¹ Albert CARLEN, *250 Jahre Studententheater im deutschen Wallis 1600-1800 (1850)*, dans *Vallesia*, t. V, Sion, 1950, pp. 229-366. Voir p. 336.

La plupart des pièces jouées au collège de Sion sont en langue allemande. Il est exceptionnel qu'elles soient en français. Une fois encore, le travail d'Albert Carlen nous renseigne avec précision ⁶².

En 1800: Der Prinzenraub.

Qu'est-ce que cela me fait? ou Christophe le Rond.

1802: Der Lohn der Rechtschaffenheit oder Kaitia Kaiser in China.
Die Strafe der Untreue, Oder wenn man nur erwarten kann.

1805: Halisalga der Tartarenfürst.

Manasses König von Juda.

Der eingebildete Tote.

1806: Martinez oder die besiegte Rachbegierde.

Der bestrafte Geizhals.

1807: Achmet der Renegat.

Der blinde Vater.

1808: Udalsky oder der Verführte.

Kirman, der glückliche Vater.

1809: Juluis der Martyrer.

Arthello, der Hofnarr.

1810: Paulin Bischof von Nola oder der wahre Menschenfreund.

Wer an andern Fehler tadelt, die er selber begeht, wird verlacht.

1811: Kodrus.

Les vendangeurs.

L'étude d'Albert Carlen fournit tous les renseignements bibliographiques souhaitables pour chacune de ces pièces. On y apprend aussi à quel professeur est due l'adaptation de l'œuvre pour les collégiens et les dates des représentations.

Grâce aux recherches de Jules-Bernard Bertrand, nous disposons de nombreuses indications sur la tradition théâtrale au collège de Saint-Maurice. Pour les années que recouvre notre travail, les pièces qui y furent jouées sont les suivantes ⁶³.

En 1807: Sémiramis.

L'avocat Pathelin.

1808: La fausse Agnès ou le poète campagnard.

1809: Les inconvénients de la grandeur
ou le faux duc de Bourgogne.

1810: L'orgueilleux.

Le siège de Colchester.

1811: Le comte de Waltron ou la subordination militaire.

⁶² *Ibidem*, pp. 351-352.

⁶³ Jules-Bernard BERTRAND, *Notes sur le théâtre du Collège de Saint-Maurice*, dans *Echos de St-Maurice*, 1935, pp. 197-236. Voir p. 229.

En raison des guerres napoléoniennes et de l'annexion du Valais à la France, il est possible que les représentations n'aient pas eu lieu de 1811 à 1815. Toujours est-il que les programmes font défaut pour ces années.

Selon la coutume, le professeur de la classe de Rhétorique assume la fonction de metteur en scène. Les collégiens apportent leur concours en qualité de costumiers et de décorateurs. A ce sujet, Antoine Kaempfen s'exprime avec une pointe d'amusement:

«Rien n'était plus bizarre que les costumes dont on s'affublait pour la tragédie: quel qu'eût été le sujet et le lieu de l'action, on en prenait toujours des costumes orientaux qu'on trouvait dans un magasin que les jésuites avaient formé dans le temps pour faire, le Vendredi Saint, la procession la plus burlesque possible, dans laquelle on voyait le Christ conduit par les Juifs, accusé par les pharisiens, jugé par Ponce Pilate, flagellé et crucifié, Marie et Madeleine en pleurs, Judas se pendant à un arbre et emporté par les diables, Jacob immolant son fils Isaac, etc. Tous ces costumes, dont plusieurs très riches comme le manteau de Pilate, le costume d'un grand Génie et de deux petits Génies, figuraient chaque année, et chaque acteur cherchait à y ajouter quelque ornement. Qu'on ajoute à cela une déclamation saccadée, accompagnée des gestes les plus singuliers, et on aura une idée de ces tragédies qui ne manquaient cependant jamais d'attirer la foule et de faire inviter des personnes de dix lieues, qui ne manquaient jamais d'arriver et de pleurer comme on a pleuré au Théâtre français, [à Paris,] lorsqu'on y a représenté *Misanthropie et Repentir* [de Kotzebue]»⁶⁴.

Au collège de Brigue, les collégiens jouissent d'un privilège fort ancien auquel ils tiennent fermement: celui de rendre les honneurs militaires aux magistrats de leur dizain nouvellement élus et, parfois, à ceux d'autres dizains. Un fois encore, il convient de rapporter le témoignage d'Antoine Kaempfen. Chirurgien-major dans les armées de Napoléon, il aime décrire avec minutie les multiples facettes de cette coutume ignorée dans les collèges de Sion et de Saint-Maurice. Qu'importe que la citation soit un peu longue! Elle traduit la vie, le plaisir et l'enthousiasme des élèves. Elle devient ainsi justifiée:

«Ce privilège, qui était pour les étudiants de Brigue de la plus haute importance et qui avait ses statuts écrits depuis longtemps, mérite d'être consigné ici avec toutes les particularités qui l'accompagnaient.

» Dans la première quinzaine de chaque année scolaire, qui commençait le 1^{er} novembre, tous les étudiants, depuis la Rhétorique jusqu'aux Rudiments, se réunissaient un jour de vacances avec leur drapeau dans un pré pour procéder à l'élection des divers grades militaires durant cette année, qui étaient: un capitaine, un lieutenant, un porte-drapeau et un sergent-major. Le capitaine et le lieutenant étaient ordinairement choisis parmi les étudiants en Rhétorique ou en

⁶⁴ Antoine KAEMPFFEN, p. 30.

Humanités; le porte-drapeau, dans l'une des deux Syntaxes, et le sergent-major dans la Grammaire ou les Rudiments. Tous les grades, et principalement celui de porte-drapeau, étaient toujours convoités par plusieurs, et les cabales ne manquaient pas pendant les quinze jours qui précédaient celui de la nomination, qui était toujours assurée avant le scrutin sur le pré. Mais il ne suffisait pas cependant de cabaler pour tel ou tel grade, il fallait encore être connu pour posséder une certaine fortune, car chaque élu devait fournir plus tard son contingent pour régaler tous les étudiants par un goûter pour lequel le capitaine devait fournir le vin; le lieutenant, le fromage; le porte-drapeau, le pain et le sergent-major, les marrons. On pense bien que dans une classe d'électeurs aussi gourmands que les étudiants, il était à prévoir que leur choix tombait toujours sur ceux qu'on présumait pouvoir fournir le meilleur vin, le fromage le plus gras, le pain le plus blanc et les plus beaux marrons. Ce repas ne conserva pas toujours cette simplicité, et il arriva souvent que l'un des élus y ajouta des tourtes, et qu'une partie du pain était fournie en brioche. De pareilles générosités ne manquèrent pas de perpétuer les places dans la même famille aussi longtemps qu'elle fournissait des éligibles. Je n'ai jamais eu d'autre grade qu'une seule fois celui de sergent-major, et je fus vertement grondé par mon père d'avoir accepté parce que cela le mettait en dépense pour un petit écu dans un moment où il était déjà accablé par les créanciers; aussi me déclara-t-il que je n'avais qu'à m'arranger et qu'il ne paierait pas les marrons que j'avais à fournir. Jamais, je crois, je ne me suis senti aussi humilié que dans cette circonstance, me voyant dans l'impossibilité de fournir mon faible contingent, et je n'aurais pas assisté au repas si le porte-drapeau n'était pas venu me consoler et m'assurer qu'il le fournirait pour moi, ce qu'il fit effectivement, et avec toute la délicatesse possible, de manière qu'on ne s'en est point aperçu, mais je n'étais pas moins mal à mon aise durant tout le goûter. Ce porte-drapeau était ce même Eugène Stockalper qui fut le témoin de ma blessure au doigt par la scie mécanique, et le goûter se donna dans la maison de son père.

» Les étudiants qui étaient en Philosophie n'étaient plus ni électeurs ni éligibles pour les grades militaires, mais on les invitait au repas ainsi qu'aux solennités militaires qui avaient lieu dans le courant de l'année. Lorsqu'une de ces solennités s'approchait, le capitaine faisait faire pendant un mois deux fois par semaine l'exercice. Cet exercice dont le commandement était en latin, consistait à faire apprendre de partir du pied gauche, de faire demi-tour à droite ou à gauche, de faire la charge à volonté, de présenter les armes, et surtout de faire le feu de peloton avec le plus d'ensemble possible. Ce dernier était surtout le point essentiel et on y réussissait parfaitement, et l'ensemble du moment de faire feu a toujours été admiré par les habitants.

» Je me rappelle encore de divers commandements qui ont été les suivants: ainsi celui de «garde à vous» était exprimé par *attendite*, le «demi-tour à droite» par *dextrorsum*, «à gauche» par *sinistrorsum*, «marche» par *vadite*, «portez armes» par *arma humeris imponite*,

«reposez armes» par *arma ad pedes*, «présentez vos armes» par *arma presentate*. Lorsqu'il s'agissait de faire feu, le commandement «apprêtez armes» était rendu par *arma deponite*, qui était suivi par un commandement particulier pour tendre le ressort du chien *catulum reducite*, «joue» par *collineate*, «feu» par *exonerate*. Pour mettre de l'ensemble dans la décharge, on poussait la détente à la première syllabe: *ex...* Immédiatement après chaque décharge, chacun rechargeait son fusil à volonté, et le porte-drapeau agitait tant qu'il pouvait son drapeau déployé comme s'il avait mission de chasser la fumée.

» Indépendamment de ces exercices préparatoires pour le grand jour et qui se faisaient sans poudre, chacun était occupé à faire des cartouches et de se procurer un uniforme. Les uns empruntaient des habits rouges à ceux des soldats qui étaient revenus du service de France, d'autres portaient l'uniforme du pays qui consistait en habits bleus avec revers rouges, veste rouge et culotte rouge; la coiffure était toujours un chapeau et la cocarde, celle du pays, rouge et blanche; d'autres faisaient simplement coudre des parements rouges sur leurs habits de diverses couleurs. On voyait sur chaque chapeau un plumet différent: des rouges, des blancs, des plumes de paon, des aigrettes en verre de couleur, même des fleurs artificielles garnies de perles de verre, etc. Il y avait des guêtres noires et des guêtres blanches, enfin autant d'accoutrements différents que de soldats. Tous avaient les cheveux bien poudrés et bien crêpés, et par derrière ramassés en queue par un ruban noir qui descendait chez beaucoup jusqu'aux reins.

» Voici maintenant la manière de rendre les honneurs le jour de la cérémonie. On se réunissait devant la maison du capitaine qui, après avoir organisé et assorti le mieux possible les files, se mit, armé d'une longue lance, appelée espton, en guise d'épée, à la tête de sa troupe, formant de 50 à 60 hommes, précédé d'un tambour et d'un fifre, pour la conduire au-devant de l'autorité à laquelle on devait rendre les honneurs. Lorsque cette autorité s'approchait, le capitaine faisait faire une première décharge et ensuite il se détachait avec son lieutenant et le porte-drapeau, pour aller au-devant de lui et lui adresser un discours en latin auquel l'autorité répondait presque toujours dans la même langue, et en accompagnant cette réponse par quelques louis d'or. Après, le capitaine et les deux autres officiers reprenaient leurs places, l'autorité passait devant la troupe, qui présentait les armes, pour se rendre à sa maison ou à Brigue. La troupe le suivait après le cortège, pour s'arrêter devant la maison où le magistrat venait de descendre, et le saluer par plusieurs décharges successives. Après ces premiers honneurs rendus, on allait faire une ou deux décharges devant les maisons d'anciennes autorités et devant le collège; après, on revenait encore une fois saluer le personnage du jour et, pour la clôture, on faisait une décharge en honneur du capitaine: cette décharge était commandée par le lieutenant. Tout étant ainsi terminé, chacun brûlait ensuite isolément les cartouches qui lui restaient, et se pavanait fièrement dans les rues jusqu'à la nuit, dans son costume d'emprunt. Cette journée était toujours suivie d'une

ou deux journées de congé pendant lesquelles on faisait la répartition des louis qu'on avait reçus. Cette répartition se faisait d'après un ancien usage qui accordait à chaque officier un prélèvement déterminé et proportionné au don et au grade, et ensuite à chaque soldat une part également proportionnée selon qu'il était dans une classe supérieure ou inférieure.»⁶⁵.

Pour bien des étudiants, les fêtes et les délassements ne dissipent pas les soucis de la vie quotidienne. Nombre d'entre eux, dès qu'ils ont atteint leur seizième année, s'engagent comme répétiteurs dans des familles aisées. D'autres s'occupent à des tâches comptables telles que l'enregistrement des voyageurs et des pensionnaires dans de petits hôtels. On en trouve qui se mettent au service des communes pour remplir des travaux administratifs. Tous les ouvrages sont acceptés par l'étudiant que pousse le besoin d'argent. Une dernière fois, voici le témoignage de Kaempfen, qui atteint alors sa quatorzième année:

«Cette année, le sacristain du couvent de Brigue venait d'être congédié; mon oncle [Tschieder] pensa que je pourrais remplir cette place et me proposa au père recteur [Egbert Meyerle], qui consentit d'autant plus facilement qu'il économisait les appointements qu'il avait été obligé de donner jusqu'à ce moment à celui qui remplissait ces fonctions, car il était convenu que je n'aurais que la table et le logement, et que je serais dispensé de divers travaux que le sacristain était obligé de faire indépendamment de la surveillance de l'église, pour pouvoir continuer mes classes. Mes fonctions étaient les suivantes: sonner l'angelus tous les matins à 4 heures et demie en été et à 5 heures en hiver, sonner à toutes les messes dans la matinée, sonner encore l'angelus à 11 heures et à la nuit tombante, enfin sonner pour chaque service extraordinaire; orner l'autel pour le dimanche, préparer dans la sacristie tout ce qui était nécessaire pour le service divin, ouvrir l'église le matin et le soir, servir la messe lorsqu'il n'y avait pas d'autres, et enfin servir les pères à table, faire leurs commissions et distribuer du pain aux pauvres chaque fois qu'il s'en présentait.

» Comme on voit, les occupations ne me manquaient pas, mais comme dans un couvent tout est fait avec ordre et ponctualité, il me restait cependant encore assez de temps pour faire mes devoirs et étudier mes leçons, et je n'[en] obtins pas moins les trois premiers prix à la fin de l'année. Quoique je me sois trouvé fort bien dans cette position parce que j'étais bien nourri et bien chauffé et que j'avais encore par-ci, par-là, quelques petits revenants-bons, et que je savais que la plus grande misère régnait chez mon père, je n'étais cependant pas heureux parce que je me sentais humilié de remplir les fonctions qui avaient été jusqu'à présent des fonctions de domestique à gages, aussi ai-je toujours eu le cœur suffoqué quand j'apprenais qu'il y avait des étrangers à dîner, et la rougeur me montait à la figure à chaque plat que

⁶⁵ *Ibidem*, pp. 33-35.

j'apportais et à chaque assiette que j'étais obligé de changer; et si, par malheur, il échappait aux convives un mot qui prêtait à un double sens, j'étais toujours prêt à l'interpréter en défaveur des fonctions que je remplissais. Il me souvient encore de tous ces moments pénibles...»⁶⁶

Les études supérieures

Au terme de leurs études secondaires, les étudiants doivent obligatoirement se rendre dans les universités étrangères s'ils se destinent à la médecine ou aux sciences exactes. S'ils s'orientent vers la théologie ou le droit, ils peuvent parfaire leur formation dans le Valais lui-même. Ainsi, les jeunes gens qui veulent suivre la carrière ecclésiastique étudient leur théologie soit à l'abbaye de Saint-Maurice, soit auprès des chanoines du chapitre de Sion. Quant à ceux qui se vouent au barreau, ils ont, dès la fin de l'année 1808, la possibilité de suivre les cours de l'Ecole de Droit⁶⁷.

Dès le début de la République indépendante, le Conseil d'Etat propose à la Diète un projet de loi «sur la création des notaires publics». La loi du 2 novembre 1802 confère au Tribunal suprême la responsabilité de juger les capacités des aspirants à cet emploi. Simultanément, la loi du 30 octobre 1802 précise que «personne ne peut être admis à exercer les fonctions d'avocat devant un tribunal quelconque s'il n'en a pas obtenu la permission du Conseil d'Etat ou s'il n'est pas notaire public». La justification de ces exigences se trouve exprimée dans ces réflexions gouvernementales. Elles ont le mérite de nous donner une idée de ce que pouvait être souvent le comportement des avocats:

«On a toujours été attentif de n'admettre personne à exercer les fonctions de notaire, que ceux qui sont revêtus des connaissances requises pour remplir les devoirs de cet état, et jamais on a pensé de pourvoir le public des avocats d'une probité et des capacités que cette vocation exige. Il arrive souvent que des campagnards ignorants perdent leur patrimoine qu'on leur conteste devant un tribunal pour avoir confié la défense de leur cause, dans le fond juste, à des hâbleurs imbéciles, et très souvent aussi la longue durée des procès et la passion du gain des avocats rendent les clients misérables avant qu'ils puissent obtenir une décision de leur cause.»

L'introduction au projet de loi ne manque pas non plus d'intérêt bien qu'elle soit exprimée d'une manière confuse:

«Considérant ainsi qu'un avocat, qui défend loyalement les droits des veuves, des orphelins, des ignorants, l'innocence opprimée, et les lois, est un avantage de la société, de même un avocat ignorant, négligent, avare et criard, qui engage aux procès, et les traîne en

⁶⁶ *Ibidem*, pp. 36-37.

⁶⁷ Jean GRAVEN, *L'Ecole de Droit valaisanne (1807-1908)*, dans *Annales valaisannes*, 1965, pp. 177-242. Voir pp. 181-188.

longueur ou qui par ignorance, ou négligence, perd les droits de ses clients, ou se rend enfin si nécessaire que ceux qui ont besoin de lui sont obligés de lui donner des indemnités extraordinaires, ou même une partie du profit résultant du gain du procès, est une espèce de malheur d'une contrée qui en renferme.»

Il faut attendre plusieurs années avant que le Conseil d'Etat propose aux députés un projet de loi sur l'établissement d'une chaire de droit. Dans son message à la Diète, on lit les remarques suivantes:

«Nous avons parfaitement senti que cette mesure serait la meilleure, parce qu'alors les aspirants au notariat ont un moyen de s'instruire, et on peut exiger d'eux qu'ils en profitent; cet établissement devient en outre très utile à tous les aspirants à l'état de juge; on pourrait même dire qu'il est nécessaire en ce que la constitution exige pour la suite que les juges supérieurs aient fréquenté le droit.»

Durant les sessions de mai et de novembre 1807, les députés étudient conjointement deux lois: celle relative à la formation des juges et celle qui détermine les qualités requises des notaires. L'une et l'autre se réfèrent à un cours de droit établi par le gouvernement. Il en résulte la loi du 3 décembre 1807 qui porte la décision:

«Le Conseil d'Etat est autorisé d'établir une chaire de droit. Le professeur y enseignera les *Institutes* de Justinien, les lois du pays et la pratique du notariat.»

Au mois de décembre 1808, le Conseil d'Etat nomme le chanoine Emmanuel de Kalbermatten en qualité de professeur de droit civil. Un avis prévient les aspirants de l'ouverture des cours pour le 1^{er} janvier 1809. Cette chaire de droit disparaît en même temps que la République indépendante, en 1810, lorsque l'Empire français transforme le Valais en département du Simplon soumis aux lois et aux institutions françaises.

Ce n'est qu'à l'époque de la Restauration que cette chaire de droit s'organisera sérieusement. Avec des fortunes diverses, elle subsistera jusqu'en 1908 quand, faute d'étudiant, elle sera supprimée.